

COUP DE
PROJECTEUR

OECD  OCDE
FORUM 2004

LE BIEN-ÊTRE DES NATIONS



L'Observateur^{ocde}
SUPPLÉMENT



12-13 Mai

Centre de Conférences Internationales (CCI), Paris

www.oecd.org/forum2004

N° ISBN 92-64-10846-7 SEPTEMBRE 2004

SPONSORS

The Coca-Cola Company



Microsoft®



AVEC LE SOUTIEN DE





Table des matières

Liste des intervenants au Forum 2004	2
--------------------------------------	---

12 MAI 2004

Séance d'ouverture – Le Bien-être des nations Un dialogue ouvert pour des marchés ouverts	16
---	----

Responsabilité sociale des entreprises et Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales Rétablir un climat de confiance	19
--	----

Santé, droits de l'homme et développement Allocution de Mary Robinson, directrice exécutive, Ethical Globalization Initiative et ancienne présidente d'Irlande	21
--	----

L'obésité et la santé Une épidémie imminente ?	23
--	----

L'Asie de l'Est au XXI^e siècle Allocution de Kim Dae-jung, ancien président de la Corée et prix Nobel de la paix	25
---	----

L'éducation financière Comprendre les risques financiers	27
--	----

Viellissement de la population et santé Les bienfaits et les coûts du vieillissement	29
--	----

Développement durable, de la théorie aux actes Allons-nous de l'avant ?	31
---	----

Vers une globalisation plus humaine Allocution de Michel Barnier, ministre des Affaires étrangères, France	33
--	----

Gouvernement d'entreprise Améliorer les normes	35
--	----

Les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE révisés : Conséquences pour les juristes	37
--	----

Soins de santé : équité et accès Équilibrer les droits	39
--	----

Cancer et environnement Le mal du siècle ?	41
--	----

13 MAI 2004

Combattre le cancer au XXI^e siècle Comment humaniser recherche et traitement	43
---	----

Pour défendre la mondialisation Tirer le meilleur parti de la mondialisation	44
--	----

L'économie mondiale en 2004 Village mondial ou château de cartes ?	45
--	----

Table ronde des ministres de la Santé Améliorer les performances des systèmes de santé	47
--	----

Conversation avec Christine Clerc sur son livre <i>Le bonheur d'être français</i>	51
---	----

Partenariats dans la recherche : gouvernement, entreprise et société civile Des relations qui fonctionnent	53
--	----

Échanges, emplois et ajustement Délocalisation, quelles conséquences ?	55
--	----

La santé en ligne et le patient informé Les patients mieux informés sont-ils mieux soignés ?	57
--	----

Table ronde des ministres du Commerce : donner un élan au Programme de Doha pour le développement	59
--	----

Lutter contre les maladies infectieuses Concurrence et survie	61
---	----

© OCDE 2004

Prix d'un exemplaire :
15 €ISBN 92-64-10846-7
Tel.: +33 (0) 1 45 24 82 00
Fax: +33 (0) 1 44 30 63 46
sales@oecd.orgPublié en français et en anglais par
L'Organisation de coopération
et de développement économiquesLes éditions de l'OCDE
2 rue André-Pascal
75775 Paris cedex 16, France
www.oecd.org

DIRECTEUR DU FORUM DE L'OCDE

John West
RÉDACTEURS EN CHEF
Rory Clarke et John West
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT
Sue Kendall-Bilicki
ASSISTANTES ÉDITORIALES
Gráinne Mooney, Gwendoline Brucker
CONTRIBUTEURS
Rose Burke, Ken Davies
Peter Gaskell, Maldwyn Jones
Kim March, Brian Rohan
Joanne Taaffe
COORDINATRICE
DE LA PRODUCTION
Christine Clément
RÉDACTEUR PHOTO
Silvia Thompson
ASSISTANT PHOTO
David Sterboul
PHOTOGRAPHES
Hervé Bacquer
Bertrand Huet
Andrew Wheeler
VERSION INTERNET
Andrew Thiermann
MARKETING
Toby Green
LOGO ET CONCEPTION
GRAPHIQUE
OCDE Boulogne
IMPRESSION
OCDE BoulogneLes demandes de reproduction
ou de traduction totales ou partielles
des articles doivent être adressées au :
Chef des éditions de l'OCDE
2 rue André-Pascal, 75775 Paris,
CEDEX 16, France.Les articles reproduits ou traduits
doivent être accompagnés
de la mention
« Reproduit (ou traduit) du magazine
Coup de projecteur sur le Forum 2004
de l'OCDE »,

avec la date de publication.

Les articles signés ne peuvent être
reproduits (ou traduits)
qu'avec leur signature.Deux exemplaires doivent être adressés
aux rédacteurs en chef.Toute correspondance doit être
adressée au

Directeur du Forum de l'OCDE.

La rédaction n'est pas tenue
de rendre des manuscrits non sollicités.Les articles signés expriment
les opinions des auteurs
et ne reflètent pas nécessairement
celles de l'OCDE.

LISTE DES INTERVENANTS

- **Hassan Abouyoub**, Ambassadeur du Maroc en France et ancien Ministre du Commerce, Maroc
- **Anarfi Asamoah-Baah**, Directeur général adjoint, Maladies transmissibles, Organisation mondiale de la santé
- **Michel Barnier**, Ministre des Affaires étrangères, France
- **Dominique Belpomme**, Professeur de cancérologie à l'Université de Paris V et Président de l'Association pour la recherche thérapeutique anti-cancéreuse (Artac)
- **Nicolas Beytout**, Directeur de rédaction, *Les Échos*, France
- **Jagdish Bhagwati**, Professeur d'économie, Université de Columbia, États-Unis
- **Lorenzo Bini Smaghi**, Directeur des relations financières internationales, Ministère de l'Économie et des Finances, Italie
- **Daniel Bouton**, PDG, Société Générale, France
- **Youssef Boutros-Ghali**, Ministre du Commerce extérieur, Égypte
- **Chris Brooks**, Directeur des relations extérieures et de la communication, OCDE
- **Fernando Canales**, Ministre de l'Économie, Mexique
- **Hélène Cardin**, Journaliste, rubrique médecine, France Inter
- **Sir William Castell**, PDG, GE Healthcare, Royaume-Uni
- **Olivier Chaduteau**, Directeur, Day One, France
- **Dae Whan Chang**, Président et éditeur, *Maeil Business Newspaper et TV*, Corée
- **Hong-jen Chang**, PDG, Bureau de l'Assurance nationale de la santé, Taipei chinois
- **Sir David Clementi**, Président, Prudential, Royaume-Uni
- **Christine Clerc**, Grand reporter, *Le Figaro*, France
- **Jean-Philippe Cotis**, Économiste en chef, OCDE
- **Yves Coupin**, Directeur du développement durable et progrès continu, AREVA, France
- **Jean-Philippe Courtois**, PDG, Microsoft Europe, Moyen-Orient et Afrique
- **Bronwyn Curtis**, Rédactrice en chef, Bloomberg Télévision, Royaume-Uni
- **Thomas D'Aunno**, Directeur de l'initiative de gestion des systèmes de santé, INSEAD, France
- **Guy de Jonquières**, Rédacteur, Commerce international, *Financial Times*
- **Maître Yves de Mahenge**, Avocat, Barreau de Paris
- **Arnoud De Meyer**, Doyen adjoint, INSEAD, France
- **Clementine Dehwe**, Coordinatrice des campagnes contre le VIH/SIDA, Congrès international des syndicats libres
- **Luis Ernesto Derbez**, Ministre des Affaires étrangères, Mexique
- **Padma Desai**, Directrice, Centre des économies en transition, Université de Columbia, États-Unis
- **Emmanuel du Boullay**, Directeur et cofondateur, Institut français des administrateurs
- **Alain Dutheil**, Vice-président corporate, planification stratégique, ST Microelectronics, Suisse
- **Lionel Fontagné**, Directeur, Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), France
- **Françoise Forette**, Co-présidente, Alliance pour la santé et l'avenir, France
- **Julio Frenk**, Ministre de la Santé, Mexique
- **Jean-Pierre Garnier**, PDG, GlaxoSmithKline, Royaume-Uni
- **Rainer Geiger**, Directeur adjoint, Affaires financières et des entreprises, OCDE
- **Johanne Gélinas**, Commissaire à l'environnement et au développement durable, Canada
- **Kenneth V. Georgetti**, Président, Congrès du travail, Canada
- **Jean-Michel Ghidaglia**, Directeur scientifique, Magazine *La Recherche*, France
- **Baronne Sally Greengross**, Co-présidente, Alliance pour la santé et l'avenir, Royaume-Uni
- **Geir Haarde**, Ministre des Finances, Islande
- **Jane Halton**, Secrétaire générale, Ministère pour la Santé et les Personnes âgées, Australie
- **Paul Herrling**, Directeur de la recherche corporate, Novartis, Suisse
- **Danuta Hübner**, Commissaire Européen, Commission Européenne
- **John Hutton**, Ministre délégué à la Santé, Royaume-Uni
- **Véronique Ingram**, Directrice générale, Division des systèmes financiers, Le Trésor, Australie
- **Barry James**, Journaliste indépendant, France

- **Donald J. Johnston**, Secrétaire général, OCDE
- **David Khayat**, Président, Institut National du Cancer, France
- **Kim Dae-jung**, ancien Président de Corée, Prix Nobel de la Paix
- **Hwa-Joong Kim**, Ministre de la Santé et du Bien-être, République de Corée
- **Annette King**, Ministre de la Santé, Nouvelle-Zélande
- **Mukhisa Kituyi**, Ministre du Commerce et de l'Industrie, Kenya
- **Mihály Kőkény**, Ministre de la Santé, des Affaires sociales et de la Famille, Hongrie
- **Gérard Kouchner**, Président du pôle éducation et communication, Medimedia, France
- **Jón Halldór Kristjánsson**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, Islande
- **Bruno Lamborghini**, Président, Olivetti Tecnost
- **Mark Landler**, Correspondant Francfort, *New York Times*
- **Pierre Lefèbvre**, Président, Fédération internationale du diabète, Belgique
- **Gunnar Lund**, Ministre des Affaires économiques internationales et des Marchés financiers, Suède
- **Philippe Manière**, Directeur général, Institut Montaigne, France
- **Richard Manning**, Président, Comité d'aide au développement de l'OCDE
- **Serge Marti**, Rédacteur en chef, *Le Monde Économie*, France
- **Jacques-François Martin**, Président, The Vaccine Fund, France
- **John Martin**, Directeur de l'emploi, du travail et des affaires sociales, OCDE
- **Micheál Martin**, Ministre de la Santé et de l'Enfance, Irlande
- **Henry McKinnell**, PDG, Pfizer Inc.
- **Hamish McRae**, Rédacteur adjoint, *The Independent*, Royaume-Uni
- **Michael Meacher**, Membre du Parlement, Chambre des communes et ancien Ministre de l'Environnement, Royaume-Uni
- **Ivan Miklos**, Vice-premier ministre et Ministre des Finances, République slovaque
- **John Monks**, Secrétaire général, Confédération européenne des syndicats
- **Heather Munroe-Blum**, Principale et Vice-chancelière, Université McGill, Canada
- **Jane Nelson**, Directrice de l'initiative de responsabilité sociale des entreprises, Université d'Harvard, États-Unis
- **Michael O'Grady**, Secrétaire adjoint pour la planification et l'évaluation, Ministère de la Santé, États-Unis
- **Anders Olauson**, Directeur, The Agrenska Foundation, Suède
- **Leif Pagrotsky**, Ministre du Commerce et de l'Industrie, Suède
- **Luis Filipe da Conceição Pereira**, Ministre de la Santé, Portugal
- **Nevenka Pergar**, Membre du conseil d'administration, AKTIVA INVEST, Slovénie
- **Joaquim Pina Moura**, Député, Assemblée du Portugal
- **John Plender**, Rédacteur principal, *Financial Times*, Royaume-Uni
- **Karen Poutasi**, Directrice générale de la santé, Ministère de la Santé, Nouvelle-Zélande
- **Clyde V. Prestowitz**, Président, Economic Strategy Institute, États-Unis
- **Martin Redrado**, Vice-ministre pour les Affaires étrangères et le Commerce international, Argentine
- **Gil Rémillard**, Président et fondateur, La Conférence de Montréal, Canada
- **Mary Robinson**, Directrice exécutive, Ethical Globalization Initiative et ancienne Présidente d'Irlande
- **John Rossant**, Rédacteur en chef pour l'Europe, *BusinessWeek*
- **Elena Salgado Méndez**, Ministre de la Santé, Espagne
- **Klaus Theo Schröder**, Secrétaire d'État, Ministère de la Santé et des Affaires sociales, Allemagne
- **Li Shantong**, Directeur du département de développement stratégique et d'économie régionale, Centre de recherche et développement, Conseil d'État de la République populaire de Chine
- **Marie Smith**, Présidente, AARP, États-Unis
- **Danny L. Strickland**, Président pour l'innovation, Coca-Cola
- **Trine Lise Sundnes**, Secrétaire de la Confédération des syndicats de Norvège
- **Jim Sutton**, Ministre de l'Agriculture et des Négociations commerciales, Nouvelle-Zélande
- **John J. Sweeney**, Président, Fédération du travail et congrès des organisations industrielles, États-Unis
- **Sabine Syfuss-Arnaud**, Grand reporter, *L'Expansion*, France
- **Jean-Marc Sylvestre**, Rédacteur en chef, présentateur, LCI, France
- **Christoph Thalheim**, Secrétaire général, Plateforme européenne des sclérosés en plaques, Belgique
- **Tommy Thompson**, Secrétaire d'État à la Santé, États-Unis
- **Necdet Unuvar**, Sous-secrétaire, Ministère de la Santé, Turquie
- **Lutgart Van den Berghe**, Professeur de gouvernement d'entreprise à l'École de gestion Vlerick Louvain-Gand et Directrice de l'Institut belge des administrateurs, Belgique
- **Daniel Vial**, Directeur, Magazine *Pharmaceutiques*, France
- **Michael Vít**, Secrétaire d'État à la Santé et Directeur de l'office public pour la santé, Ministère de la Santé, République tchèque
- **Andrew von Eschenbach**, Directeur, Institut national du cancer, États-Unis
- **Janet Voûte**, PDG, World Heart Federation
- **Takaaki Wakasugi**, Professeur d'économie politique, Université de Tokyo
- **Lord Alan Watson de Richmond**, Président Europe, Burson Marsteller, Royaume-Uni
- **Per Wold-Olsen**, Président, Santé humaine - Europe, Moyen-Orient et Afrique, Merck & Co., Inc.
- **Thomas Zeltner**, Secrétaire d'État et Directeur, Office fédéral de la santé publique, Suisse



**Aider les jeunes à rester actifs, ce n'est pas seulement "le pied",
ça fait aussi travailler la tête !**

The Coca-Cola Company est fière de sponsoriser plus de 50 sports différents
et d'encourager des modes de vie actifs et sains dans le monde entier.

Helping young people stay active isn't just for kicks . . . it's using your head!

The Coca-Cola Company is proud to sponsor more than 50 different sports
and encourage healthy active lifestyles the world over.

The Coca-Cola Company



GlaxoSmithKline (GSK) is one of the world's leading pharmaceutical and vaccines companies, employing over 100,000 people in 160 countries. GSK people are passionate about researching and developing innovative new medicines that will improve the lives of people suffering from conditions such as asthma, diabetes, cardiovascular and infectious disease.

GlaxoSmithKline (GSK), l'un des leaders mondiaux de l'industrie pharmaceutique, emploie plus de 100 000 personnes dans 160 pays. Les salariés de GSK partagent la passion pour la recherche et le développement de médicaments innovants destinés à améliorer la vie des personnes souffrant notamment d'asthme, de diabète, de maladies cardio-vasculaires ou infectieuses.

Do more, feel better, live longer



GlaxoSmithKline
www.gsk.com

T H E P O W E R O F
PARTNERSHIPS
IMPROVES GLOBAL HEALTH

Improving global health isn't merely a charitable goal to us – it is a business imperative. We discover quality medicines to improve the health of people across the globe and strive to ensure that they reach those who need them most.



Through an innovative partnership known as the Merck Mectizan™ Donation Program, the Mectizan we donate reaches more than 30 million people annually in 33 African and Latin American countries, helping to eliminate river blindness as a public health problem.

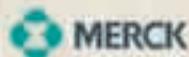


In Botswana, our partnership with the Government of Botswana and the Bill and Melinda Gates Foundation – the African Comprehensive HIV/AIDS Partnerships (ACHAP) – is helping to battle the AIDS pandemic through a comprehensive HIV/AIDS prevention, education and treatment program.



In Romania, where children make up the largest portion of the country's HIV infections, we are assisting the government to provide universal access to HIV medicines.

At Merck & Co., Inc., we are proud of our strong history of forging partnerships that are making a difference in the lives of millions and helping to create a better world.





The Health of Nations: the role of Information Technology and Public-Private Partnerships

In the new economy, information technology can help to build a competitive and inclusive society. As technology has become integral to the way in which we live and work, Governments across Europe are increasingly seeking ways of harnessing its potential for public policy ends, to connect with citizens and to deliver essential public services.

In Europe, the paradigm shift towards an online environment is further bolstered by the European Union's Lisbon objectives to make Europe the most competitive knowledge-based economy in the world by 2010. This plan lays out the vision for an information society, encouraging greater interaction between citizens, governments and business through the use of information technology and the Internet. It is a vision that depends on partnerships between the public and private sectors.

The challenges of broad access to Infrastructure, technological know-how and the security of online services persist, and a recent survey by the European Commission suggests that more work is needed to meet the Lisbon timescale. The goal nonetheless remains a worthy one, and the technology is there to deliver it.

Across the countries of the enlarged European Union, from Ireland to Poland, governments are putting in place the infrastructure that will build the new information society. From web-portals where people can fill in their tax forms or register to vote, to national patient data systems in health-care, to applications that enable anyone with online access to participate in teleworking and distance learning.

All of these applications work towards a common goal: using technology to help create an inclusive society in which people can learn and engage to the greatest possible extent, using the efficiencies and new opportunities that creates as the engine for economic growth in Europe.

In view of the breadth of the government agenda on technology, Microsoft and its partners in the industry have sought to respond on the same scale. Microsoft has focused on working with governments both as customers and partners. Education, e-government and online security are key areas in which this collaboration is contributing to public policy goals.

In September 2003, for example, Microsoft launched its Partners in Learning Programme (PiL), offering a range of benefits to governments in

bringing technology into schools and colleges through special pricing of products, training for teachers, support for installed technology and a range of co-operation on development and funding. This global education initiative is implemented in partnership with Governments, which adapt the Programme components to local educational needs and challenges. In Europe and Africa, Partners in Learning is already being implemented in a number of countries, including Bulgaria, Estonia, France, Germany, Hungary, Italy, Lithuania, Spain, Mozambique and Namibia.

It is in the combination of working with governments as partners, to support their technology needs, as well as using our resources to help support the policy goals of growth and inclusion that Microsoft sees the future of its relationship with the public sector.

As a leader in the technology industry, Microsoft recognises its responsibility to engage fully on every level with Government in its capacity as customer, regulator and partner. We will continue to do so as Europe moves towards 2010 and beyond.

www.microsoft.com/emea

Microsoft
Your potential. Our passion.™



A healthy future starts today

In many parts of the world the population is ageing rapidly due to increased longevity and falling birth rates. This demographic phenomenon offers both unprecedented challenges and remarkable opportunities.

We believe that Healthy Ageing should be a priority for people at all stages of life – young, middle-aged, and elderly. Successfully meeting this aspiration will depend on collaboration among governments, representatives of civil society, and the healthcare industry.

Acting in partnership with other stakeholders, Pfizer is committed to bringing about a productive and healthy future for all people.

Préparons aujourd'hui la santé de demain

Dans bien des pays du monde, le vieillissement de la population s'accélère avec la baisse de la natalité et l'augmentation de la durée de la vie. Ce phénomène démographique représente un défi sans précédent mais aussi une opportunité exceptionnelle.

Pour nous, la santé d'âge en âge doit être la priorité de chacun à tous les stades de l'existence : la jeunesse, la maturité et la vieillesse. C'est en conjuguant leurs efforts que les gouvernements, les citoyens et l'industrie feront de cette aspiration une réalité.

En agissant en partenariat avec tous les acteurs, Pfizer s'engage dans la construction d'un avenir où la santé de chacun aura toute sa place.



Life is our life's work.®

www.pfizer.com

SUPPORT

Prudential is proud
to support this year's OECD forum.

For more than 150 years, we've been there to help people sort out their financial planning. To ensure we continue to help, we're proud to support this forum, so that we can fully understand the issues that may affect our customers and shareholders.



PRUDENTIAL



SAMSUNG

La puissance de la télévision LCD

Nouvelle gamme TV LCD Samsung. Ces couleurs vivantes et naturelles. Une qualité d'image exceptionnelle. Des mouvements incroyablement fluides. Voici la télévision LCD per Samsung. Derrière l'élégance de son design se cache toute la puissance de la technologie DNIe™ d'optimisation de l'image, pour un rendu d'une finesse et d'une pureté absolues. Voici le futur de la télévision. Voici la puissance de la télévision LCD Samsung.

Image d'illustration. * Digital Natural Image Engine. Disponible sur le choix des modèles. ©2002 Samsung Electronics Co., Ltd.

www.samsung.fr



Tous engagés dans le développement durable,
sur tous les terrains.

All together for sustainable development
in every field.

HARRISON & WOLF

Se mobiliser et agir pour un développement durable c'est notamment ■ proposer un médiateur indépendant à nos clients depuis 1996 ■ être sélectionné chaque année dans les quatre principaux indices internationaux de développement durable ■ adhérer aux principes du Global Compact ■ fédérer 88 000 salariés hommes et femmes dans plus de 80 pays, en respectant la diversité de leurs cultures et de leurs métiers ■ avoir recruté 6 200 nouveaux collaborateurs en 2003.

A strong game plan for sustainable development means ■ offering our customers an independent mediator (since 1996) ■ being selected each year for the 4 leading international sustainability indexes ■ adhering to the principles of the Global Compact since its creation ■ unifying 88,000 employees in more than 80 countries by respecting the diversity of their cultures and professions ■ recruiting new employees every year (6,200 in 2003). www.socgen.com

*Rouge, noir et en croissance

**Red,
black
and
rising.***



RETAIL BANKING



PAYMENT SERVICES



ASSET MANAGEMENT



PRIVATE BANKING



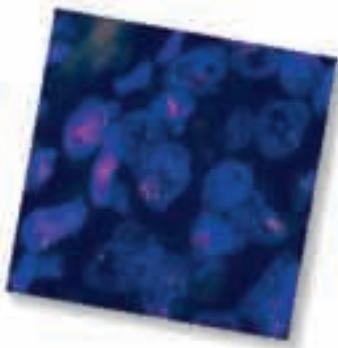
GLOBAL SECURITIES
SERVICES FOR INVESTORS



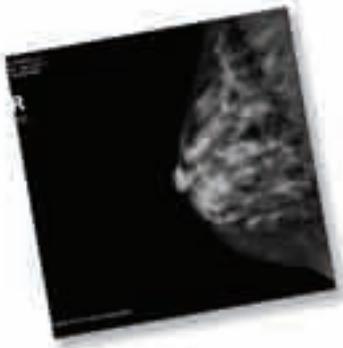
CORPORATE &
INVESTMENT BANKING



GROUP



If we can detect it here,



it may never appear here.

See the future. Change the future.

At GE Healthcare, our understanding of disease at the molecular level is paving the path for breakthroughs that will transform healthcare.

In the future, physicians will pinpoint and diagnose disease sooner – even before symptoms exist. Scientists and researchers will better understand disease and develop new drugs more quickly. Pharmaceutical companies will produce medicines that treat disease with unprecedented precision.

Working together, we'll help you to be better able to predict, diagnose, inform and treat. And change after-the-fact therapy to before-onset care.

After all, the best time to solve a problem is before it becomes one.

Visit us at www.gehealthcare.com

GE Healthcare

GE imagination at work



© 2004 General Electric Company
GE Medical Systems, a General
Electric company, going to market
as GE Healthcare.

Top image shows fluorescent labeling of the Her2 gene product, which types the specific breast cancer and confirms Herceptin will be an effective therapeutic.

The bottom image shows breast cancer using GE's Senographe® DS Full-Field Digital Mammography system.



At Novartis, we are devoted to the discovery, development and successful marketing of innovative medicines to cure disease, ease suffering and enhance quality of life. We are also committed to responsible corporate citizenship, acting in the way a mature and conscientious citizen would to support and improve our community.

Our commitment begins with cutting-edge science to find new treatments and cures for diseases that afflict our fellow citizens around the globe. In the 1980s, we pioneered new medicines that help prevent the rejection of transplanted organs. More recently, our breakthrough cancer drug has transformed the standard of treatment for one of the most common forms of leukemia. And our new medicine for drug-resistant malaria offers hope for millions of people in the developing world whose lives are threatened by this deadly disease.

By supplying high quality, innovative products and services to patients and physicians, we create value for our shareowners, employees and society. And we protect and sustain this contribution by implementing transparent, ethical corporate standards and policies in our business operations.

In 2000, Novartis was among the first companies to sign the United Nations Global Compact, an initiative sponsored by UN Secretary-General Kofi Annan specifying nine principles regarding human rights, labor and the environment. Over the past three years, Novartis has worked hard at building a state-of-the-art corporate governance system that provides full transparency for our stakeholders.

In partnership and cooperation with the World Health Organization, we are supplying our innovative treatment for drug resistant

malaria to patients at cost, providing free treatment for leprosy patients worldwide and donating thousands of tuberculosis treatment courses to the Global Fund. And through the newly established Novartis Institute for Tropical Diseases in Singapore, our scientists are focused on finding new treatments for multi-drug resistant tuberculosis as well as persistent tuberculosis and Dengue fever, two diseases that affect

more than 2.5 billion people worldwide every year. These programs build upon the long history of the Novartis Foundation for Sustainable Development, which has been a private sector leader in innovative, performance-related development cooperation for more than 25 years.

Improving access to medicines for patients in need is an important mission at Novartis. Each year, we provide several hundred million dollars worth of support for projects to improve access to medicines and combat diseases of today and invest billions in research and development to find new treatments and cures for tomorrow.

While we cannot alone solve the enormous public health challenges facing society, we are proud to play our part in developing solutions that improve the lives of patients everyday.

We strongly believe that every citizen can help improve our world by making a contribution based on unique expertise and experience. That's why we choose to focus on the battle against neglected diseases – from leprosy and malaria to tuberculosis and Dengue fever – where our drug discovery expertise can make a real difference.



www.novartis.com/corporatecitizen

Caring & Curing



Age Old *Issues,* New *Perspectives*

Through the AARP Global Aging Program, we facilitate understanding and dialogue around the global aging agenda by convening and participating in international social and economic policy debates worldwide. Working with governmental and nongovernmental organizations to exchange ideas and establish “best practices” in addressing aging concerns worldwide, the AARP Global Aging Program is currently focused on the issues of pensions, labor markets, age discrimination, health care, long-term care, and advocacy.

AARP is a 35 million member nongovernmental organization representing and addressing the needs and interests of people age 50 and over.

We lead positive social change and enhance the quality of life for people age 50 and over through social policy, group buying arrangements, communications, advocacy, and community service.



601 E. Street, NW
Washington, DC 20049 USA
Tel: +1 202 434 2402
FOR MORE INFORMATION:
intlaffairs@aarp.org
www.aarp.org/international

Health & the Future

"An aging population live of disability and disease and productively engaged in society, is desirable, attainable and a goal towards which we must steadfastly apply ourselves."

Contrary to popular belief, an aging society is not expensive. In fact, research shows that a healthy later life brings with it significant economic and societal benefits. Therefore, overcoming the challenges presented by the aging of society should be viewed as a victory for individuals and society as a whole, the world over."

*President Emerita, Public Service
Monica Que, University of
Massachusetts Lowell, MA*

CEO, The Alliance for Health & the Future

The Alliance envisions a society that thrives because all people, regardless of their age, enjoy healthy and fulfilling lives, at home, at work and in their communities.

Taking cross-sectional achievements in health and longevity, the Alliance will encourage greater societal awareness of issues related to healthy aging. To provide longer and fuller lives, the Alliance will foster healthy lifestyles, quality healthcare and economic security. An important goal of the Alliance is to build relationships between individuals, communities, organizations and governments, in order to gain awareness of the factors that contribute to a healthier and more productive life. The Alliance will advance knowledge and provide training, skills and systems to help every individual, and society as a whole, realize a healthy future.

www.healthandfuture.org - info@healthandfuture.org

L'Alliance a pour ambition de contribuer à l'effort commun pour que chaque individu puisse bénéficier tout au long de sa vie, d'une vie privée, professionnelle et sociale, épanouissante et en bonne santé.

Pour accompagner la Révolution de la longévité, l'Alliance suscitera des réflexions sur la qualité des systèmes de soin et des modes de vie pour cette population en pleine expansion, qui contribue au développement économique de nos pays. La principale mission de l'Alliance est de catalyser les relations entre les différents partenaires publics et privés afin de susciter une meilleure prise de conscience des facteurs qui pourraient contribuer à un développement optimal de chacun et une avancée en âge active et en bonne santé. L'Alliance contribuera également à faire progresser la recherche et les connaissances dans ces domaines et favorisera leur diffusion auprès des décideurs et d'un large public.

Your daily life is our main concern

AREVA is a worldwide expert in the energy field, with a strong industrial presence in over 40 countries.

The 75.000 AREVA employees are committed to the major challenges of the 21st century: access to energy for everyone, preservation of the planet and responsibility toward future generations.

The group provides its clients with technological solutions for nuclear energy production and electricity transmission and distribution.

AREVA also offers interconnect systems, principally in the telecommunications, computer and automotive markets.

www.aveva.com



THE DEPARTMENT STORE CAPITAL OF FASHION
LE GRAND MAGASIN, CAPITALE DE LA MODE

G A L E R I E S
Lafayette



DUTY FREE SHOPPING
DÉTAXE À L'EXPORTATION

WELCOME SERVICE
BUREAU D'ACCUEIL

INTERPRETERS
INTERPRÈTES

PRIVATE WEEKLY FASHION SHOWS
DÉFILÉS DE MODE HEBDOMADAIRES

CURRENCY EXCHANGE OFFICE
BUREAU DE CHANGE

LAFAYETTE GOURMET:
DE LUXE GROCERY
ÉPICERIE FINE

RESTAURANTS

GALERIES LAFAYETTE - 40, BD HAUSSMANN 75009 PARIS, MÉTRO CHAUSSÉE D'ANTIN-LA FAYETTE
OPEN MONDAY THROUGH SATURDAY FROM 9.30 AM TO 7.30 PM.
LATE NIGHT OPENING EVERY THURSDAY UNTIL 9 PM. TEL: 01 42 82 36 40
OUVERT DE 9 H 30 À 19 H 30 DU LUNDI AU SAMEDI. NOCTURNE JUSQU'À 21 H LE JEUDI. TEL: 01 42 82 36 40
www.galeriesslafayette.com

Séance d'ouverture – Le Bien-être des nations

Un dialogue ouvert pour des marchés ouverts

- **MODÉRATEUR : LORD ALAN WATSON DE RICHMOND**, PRÉSIDENT EUROPE, BURSON MARSTELLER ET MEMBRE DE LA CHAMBRE DES LORDS, ROYAUME-UNI
- **LUIS ERNESTO DERBEZ**, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, MEXIQUE
- **DONALD J. JOHNSTON**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, OCDE

Adam Smith n'aurait sûrement pas approuvé ce Forum de l'OCDE, remarque **Lord Alan Watson de Richmond**. Pour Adam Smith en effet, « rarement les membres d'une corporation se rassemblent, même pour se livrer à la distraction et au plaisir, sans finir par une conspiration contre le public. » Mais le dialogue, explique Lord Watson, est diamétralement opposé à la conspiration – et c'est tout l'objet de ce Forum de l'OCDE. De fait, le « Bien-être des nations » passe par un dialogue de qualité entre les citoyens, leurs gouvernements et les entreprises.

« Nous vivons à une époque où nous devons faire face à un nouvel ordre du risque, depuis le terrorisme jusqu'aux changements climatiques et aux questions liées à la santé ; et l'immédiateté de ces changements exige de la société qu'elle agisse », déclare Lord Watson. « Même si



Lord Alan Watson



Luis Ernesto Derbez

nous ne sommes pas capables d'éviter toutes les erreurs et idées fausses de notre temps, nous pouvons nous efforcer de les dépasser grâce au dialogue – la qualité d'une société dépend de la qualité du dialogue qu'elle a su établir. »

Lord Watson souligne que les médias ont un rôle essentiel à jouer dans ce domaine. Comme l'a dit Abraham Lincoln, « qu'on dise la vérité au peuple et la nation sera sauvée. »

Le ministre des Affaires étrangères du Mexique, **Luis Ernesto Derbez**, prononce un discours liminaire, dont voici quelques extraits :

C'est un honneur et un privilège pour le Mexique de présider la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres et de participer au Forum 2004. Dans quelques jours, le Mexique célébrera le 10^e anniversaire de son adhésion à l'OCDE. Il ne s'est écoulé que dix ans et, pourtant, le monde s'est radicalement transformé. Tout comme le Mexique.

L'année 1994 constitue une date charnière pour le Mexique. C'est l'année où le pays a connu des troubles politiques après un soulèvement dans la région du Chiapas. À la fin de cette même année, le Mexique était

au bord du gouffre financier. Mais au cours des dix années qui ont suivi, le pays a su acquérir une maturité économique et politique.

Le Mexique est aujourd'hui très présent et actif sur la scène internationale. Son développement économique est étroitement tributaire des recettes issues des échanges internationaux, de l'investissement étranger et du tourisme. Un tiers de notre production nationale est destiné à l'exportation. Une part significative des emplois bien rémunérés, à forte productivité et s'assortissant de bonnes conditions de travail, est directement et indirectement associée aux ventes à l'étranger.

Les échanges peuvent être un solide point d'appui pour une croissance économique mondiale durable. Toutefois, pour tirer pleinement parti du potentiel du commerce mondial, il faut éliminer les distorsions aux échanges et mettre fin au protectionnisme déguisé. Nous n'avons donc pas d'autre choix que de mener à bonne fin le Programme de Doha pour le développement (PDD).

À Cancún, l'absence de consensus général sur des points clés, tels que l'agriculture, les questions de Singapour et

les subventions sur le coton, a placé le PDD dans une impasse. Ce résultat est regrettable pour les pays développés, mais encore plus pour les pays en développement, car l'investissement et les échanges internationaux comptent parmi les principales sources de financement du développement. Certains pays en développement ont pourtant quitté Cancún avec un sentiment de triomphe.

Il est dans l'intérêt de tous les pays que le PDD progresse. Le Mexique, à la fois membre de l'OCDE et pays en développement, souhaite contribuer à gommer les différences qui existent entre pays développés et pays en développement. Le succès du PDD dépend de l'engagement et de la détermination de tous les pays membres de l'OMC. Le Mexique est résolument en faveur du multilatéralisme dans le cadre des négociations commerciales internationales et en attend autant de la part de l'ensemble des membres de l'OMC.

L'investissement et les échanges internationaux n'apporteront toutefois pas les résultats escomptés si nous ne poursuivons pas résolument nos propres programmes nationaux en appliquant les principes d'une bonne gouvernance. Celle-ci suppose l'existence et la bonne application d'un régime de protection des droits de propriété, sans lesquelles les transactions commerciales resteront d'ampleur limitée, et la mise en place d'un cadre réglementaire qui, avec le marché, contribue à promouvoir la concurrence. La bonne gouvernance passe aussi par l'adoption de politiques macro-économiques de nature à créer un environnement stable pour le marché.

Une bonne gouvernance se caractérise en outre par l'absence de corruption, laquelle peut saper la légitimité des institutions publiques qui soutiennent les marchés. Tout comme les institutions publiques, les entreprises ont besoin d'une bonne gouvernance. Comme les travaux novateurs de l'OCDE dans ce domaine l'ont montré, un gouvernement d'entreprise efficace favorise la croissance à long terme en préservant la confiance du public et la stabilité financière.



Le dernier point que je souhaite aborder est le défi auquel le Mexique et d'autres pays membres de l'OCDE sont confrontés, à savoir l'évolution démographique de leur population. Il y a dix ans de cela, la moitié de notre population avait moins de 18 ans. Aujourd'hui, la moitié de la population a moins de 24 ans, et le seuil devrait s'élever encore dans les années à venir. Notre population active va donc augmenter moins rapidement que par le passé, alors que les retraités seront de plus en plus nombreux. Des ressources supplémentaires seront nécessaires pour financer l'augmentation des dépenses de retraite, ce qui exercera une forte ponction sur les ressources publiques.

Le financement des pensions de retraite et des systèmes de santé vont de pair. La santé de nos citoyens ne constitue pas uniquement une responsabilité d'ordre éthique, c'est également un élément central du développement du capital humain en vue d'augmenter la productivité et, donc, la croissance économique. Elle a également une dimension stratégique, en termes d'égalité sociale.

La bonne santé des citoyens est garante de la bonne santé des nations. Les gouvernements doivent s'efforcer dans toute la mesure du possible de faire de cet objectif une réalité. Le Forum 2004 de l'OCDE est une occasion unique de débattre des questions qui ont trait au bien-être des nations.



Donald J. Johnston

Donald J. Johnston, Secrétaire général de l'OCDE, prononce un discours liminaire, dont voici quelques extraits :

Nous célébrons cette année le cinquième anniversaire du Forum de l'OCDE. L'importance du Forum dans la vie de l'Organisation s'est accrue au fil des ans car il nous donne la possibilité de nouer un dialogue entre chefs d'entreprise et dirigeants syndicaux, personnalités de la société civile et des médias, ministres et responsables d'organisations internationales. Le Forum nous aide à mieux comprendre les préoccupations et les attentes de chacun d'entre nous au sein d'une économie mondialisée.

Le « Bien-être des nations » est un thème on ne peut plus opportuniste. Au cours des



Luis Ernesto Derbez et Donald J. Johnston

trois prochains jours, nous nous efforcerons de progresser dans la résolution de quelques-uns des problèmes actuels les plus difficiles sur les plans national et international en rapport avec la santé des citoyens, la prospérité de l'économie mondiale et l'efficacité de la coopération multilatérale. Par exemple, comment parviendra-t-on à régler le problème de la pérennité financière et de l'efficacité des systèmes de santé ?

Dans la zone de l'OCDE, les dépenses de santé s'élèvent aujourd'hui en moyenne à presque 9 % de l'ensemble des dépenses nationales, c'est-à-dire deux fois plus qu'en 1970. Les systèmes de santé de demain seront encore plus coûteux. Les progrès techniques nous donneront les moyens de faire bien plus, mais nous devons en contrepartie payer davantage. La proportion croissante de personnes âgées dans la population entraînera également un accroissement de la demande de soins dans les années à venir. Le défi pour les gouvernements, c'est qu'environ les trois quarts des dépenses de santé sont financés sur les deniers publics.

Le projet de l'OCDE sur la santé a mis en évidence de fortes disparités entre les pays en ce qui concerne le coût des soins. Il montre en outre qu'en termes de santé,

il est possible d'obtenir des résultats identiques, voire meilleurs, pour un coût moindre. On peut citer de ce point de vue la prévention des maladies : peut-être le cas le plus connu est-il la réduction spectaculaire de la consommation de tabac depuis les années 60, qui a entraîné une diminution du nombre de cancers du poumon.

Le Forum et notre réunion au niveau des ministres aborderont en outre une autre série de questions concernant la croissance économique et les conséquences du vieillissement de la population. Comment garantir une reprise économique solide et durable ? Comment gérer les effets négatifs du vieillissement démographique sur la croissance économique et les finances publiques ?

L'âge de la retraite dans les pays de l'OCDE a été progressivement abaissé alors que,



dans le même temps, l'espérance de vie s'allonge ; la plupart des personnes travaillent ainsi bien moins longtemps. Le montant des ressources transférées de la population active à la population retraitée devra donc nécessairement augmenter pour financer les systèmes de retraite et de santé. Il faudra en outre alourdir les impôts pour faire face à ces contraintes.

Que faire ? La réponse n'est pas simple. La technologie peut contribuer jusqu'à un certain point à accroître la productivité, et l'immigration peut également jouer un rôle, mais sans doute la solution réside-t-elle dans l'allongement de la durée du travail. C'est une question sur laquelle nous devons mener une réflexion. Il importe d'infléchir sans délai les politiques menées actuellement.

Enfin, le Forum et la réunion au niveau des ministres permettront de poser un certain nombre de questions brûlantes relatives au système multilatéral de commerce et d'investissement, et de déterminer comment insuffler un nouvel élan aux négociations commerciales dans le cadre du PDD. Les négociations commerciales multilatérales sont en sommeil depuis la Conférence ministérielle de l'OMC de septembre dernier à Cancún. Certains signes de mouvement commencent à apparaître et j'espère voir quelques progrès se dessiner au cours des deux prochains jours. Ce qui importe au plus haut point, nous en sommes tous conscients, c'est de répondre aux préoccupations des pays en développement, notamment dans le domaine de l'agriculture qui joue un rôle de premier plan dans les perspectives économiques de nombre de ces pays.

Alors que nous nous concentrons sur ces enjeux, il ne faut pas oublier les immenses progrès qui ont été accomplis dans tous ces domaines au cours des 50 dernières années ; et il ne faut pas non plus passer à côté des possibilités qui s'offrent à nous sur de nombreux fronts. Comme l'a dit le grand économiste Keynes, il faut « étudier le présent à la lumière du passé et à l'usage de l'avenir. » C'est bien ce que nous nous proposons de faire ensemble au cours de ce Forum. ■

Responsabilité sociale des entreprises et Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales

Rétablir un climat de confiance

- **MODÉRATEUR : MARK LANDLER**, CORRESPONDANT À FRANKFORT, *NEW YORK TIMES*
- **JEAN-PHILIPPE COURTOIS**, PDG, MICROSOFT EUROPE, MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
- **JOHN MONKS**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS
- **JANE NELSON**, DIRECTRICE, INITIATIVE DE RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES, UNIVERSITÉ DE HARVARD, ÉTATS-UNIS
- **NEVENKA PERGAR**, MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, AKTIVA INVEST, SLOVÉNIE



Mark Landler, Jean-Philippe Courtois et John Monks

Les entreprises agissent-elles de manière responsable dans le cadre de leurs activités ? En quoi les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales peuvent-ils les aider à atteindre des objectifs de vaste portée ? **Jane Nelson** rappelle aux participants que la notion de bien-être des nations englobe aussi bien l'économie que l'environnement. Elle fait observer que les

Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales s'appuient sur trois grands principes : ne pas nuire ; mener une action volontariste ; et promouvoir la responsabilité des entreprises et la transparence sur le marché. Il est admis qu'il est nécessaire d'associer au gouvernement d'entreprise les diverses parties prenantes.

Mark Landler souligne que le caractère non contraignant des Principes directeurs de l'OCDE constitue l'une des questions clés à examiner, et certains intervenants reviennent sur ce point pour demander s'il ne serait pas nécessaire d'imposer une application plus stricte des Principes directeurs. **John Monks**, endossant délibérément le rôle de l'observateur cynique, prend l'exemple des efforts que la société Shell déploie afin d'améliorer son image auprès du public dans les domaines de la protection de l'environnement et des économies d'énergie, même si cette

entreprise a encore des comptes à rendre à propos de certaines pratiques commerciales douteuses. **John Monks** évoque un récent sondage européen selon lequel 61 % des personnes interrogées ne font pas confiance aux grandes entreprises. « L'objectif des entreprises doit être de rétablir la confiance, notamment à l'égard des établissements financiers et des fonds de pension », indique-t-il. En particulier, il convient de « faire cesser le paternalisme pratiqué par les entreprises. »

Nevenka Pergar précise que, bien qu'elle ne soit pas encore membre de l'OCDE, la Slovénie a signé les Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales. En tant que représentante d'un groupe financier, elle se déclare en faveur de règles plus contraignantes. Elle cite plusieurs grands domaines qui peuvent faire l'objet d'améliorations : la transparence dans la gestion des conseils d'administration, la gestion de la qualité, la formation



Jane Nelson



John Monks

et le renforcement des liens avec la société civile.

Jean-Philippe Courtois explique que Microsoft s'est engagé dans les deux démarches suivantes : devenir une multinationale de dimension mondiale d'une part, « passer au crible » et appliquer le principe de la responsabilité sociale dans l'ensemble de l'entreprise d'autre part. En fait, le principe de responsabilité sociale de l'entreprise constitue un objectif à part entière plutôt qu'un projet de court terme. Le mot d'ordre chez Microsoft est que « les personnes, la planète, les bénéfices »



Nevenka Pergar

font partie de la responsabilité sociale de l'entreprise et que l'entreprise fait partie de la société, elle n'en est pas séparée. Appliquer des normes déontologiques et aider les acteurs locaux à se prendre en charge, notamment dans les pays en développement, par l'accès aux technologies et à la formation en

informatique, constituent deux priorités particulières de Microsoft. Les technologies ont en outre un rôle à jouer pour favoriser la qualité, la participation du public et l'engagement social des entreprises.

Ces discours ont suscité un certain scepticisme de la part du public à l'égard du degré de collaboration des entreprises avec les pouvoirs publics pour appliquer les Principes directeurs de l'OCDE. Jane Nelson reconnaît qu'il reste encore du travail et suggère plusieurs moyens d'améliorer l'efficacité des Principes directeurs, notamment en fournissant des informations plus précises et de meilleure qualité, et en garantissant que les Principes sont appliqués dans le cadre des marchés publics.

Plusieurs intervenants estiment qu'il est très bien de vouloir la participation des parties prenantes, encore faut-il que ces dernières souhaitent s'impliquer ; ils soulignent à cet égard la difficulté d'attirer les parties prenantes dans les salles des conseils d'administration. Certains craignent également que les consultations des parties prenantes n'absorbent trop de temps et de ressources des entreprises. ■



Jean-Philippe Courtois

Santé, droits de l'homme et développement

Vers une approche de la santé fondée sur les droits de l'homme

- **MODÉRATEUR : RICHARD MANNING**, PRÉSIDENT DU COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE
- **MARY ROBINSON**, DIRECTRICE EXÉCUTIVE, ETHICAL GLOBALIZATION INITIATIVE, ET ANCIENNE PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE D'IRLANDE

Dans le discours liminaire qu'elle prononce à l'occasion du Forum de l'OCDE, **Mary Robinson** souligne les points suivants :

Le premier message que je souhaite vous adresser est simple : la santé, les droits de l'homme et le développement sont inextricablement liés, et la nature et les causes de ces liens sont multiples.

Intéressons-nous d'abord aux interactions entre santé et développement : les travaux de la Commission macroéconomie et santé des Nations unies, sous la présidence de Jeffrey Sachs, ont montré que la santé est au cœur du développement. La mauvaise santé est à la fois une cause et une conséquence de la pauvreté et du sous-développement. Depuis toujours, la maladie et la pauvreté vont de pair, et les progrès réalisés dans les domaines de la nutrition, de l'hygiène et des soins de santé sont tout simplement essentiels au développement économique et social – comme le furent en leur temps les avancées dans l'agriculture, l'alimentation et l'hygiène pour la révolution industrielle.

Examinons ensuite les relations entre santé et droits de l'homme. Là encore, les synergies sont incontestables. Les atteintes aux droits de l'homme sont à la fois une cause et une conséquence d'un mauvais état de santé, comme l'illustre la pandémie du sida. L'articulation entre la santé et ce qu'il est convenu d'appeler les droits économiques et sociaux – le droit à une



Richard Manning et Mary Robinson

alimentation correcte, le droit au logement, à l'eau potable, à la sécurité sociale, à l'éducation, pour n'en citer que quelques uns – est flagrante, tout comme le sont les relations avec les droits civils et politiques – droit à la vie, à la liberté d'expression, à la liberté de la presse, à l'égalité entre les sexes et à la non-discrimination. Autant d'éléments qui sont au centre de la mission qui est la mienne dans le cadre de l'Ethical Globalization Initiative. Sous la devise « Pour le respect des droits », nous sommes très attachés à l'étude et à la promotion d'une approche fondée sur les droits de l'homme et la non-discrimination entre hommes et femmes dans la lutte contre le VIH/sida.

Terminons notre tour d'horizon par l'articulation entre droits de l'homme et développement. Depuis les années 90, les notions de pauvreté et de développement ont évolué de la stricte définition de la pauvreté monétaire (des seuils de US\$1 ou US\$2 par jour pour vivre) à un concept plus vaste englobant le bien-être, le développement et la sécurité des êtres humains. Il est capital que la pauvreté ne soit plus perçue simplement comme un état imputable à la faiblesse des revenus, mais bien comme une privation de capacités, notamment à travers l'impossibilité d'accéder à la santé et à l'éducation.

Rappelons qu'on estime à 2,8 milliards le nombre de personnes qui vivent dans la pauvreté, dont 1,2 milliard en situation d'extrême pauvreté, dont la majorité sont des femmes et des enfants.

Permettez-moi de poser une question qui m'a souvent été posée pendant mes cinq années à la tête du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme : quel est selon vous aujourd'hui le problème de dimension mondiale en matière de droits de l'homme ? Après avoir visité plus de 80 pays en ma qualité de Haut-Commissaire, une réponse s'est imposée à moi : la pauvreté.

Ce n'était pas la réponse à laquelle s'attendaient les journalistes, et ce n'est peut-être pas celle qui viendrait immédiatement à l'esprit de chacun d'entre vous, mais le fait est que la pauvreté aboutit aujourd'hui pour des milliards d'individus à la négation d'un grand nombre de droits, qu'il s'agisse de droits économiques et sociaux ou de droits civils et politiques.

Nous savons tous aujourd'hui que le seul moyen de réaliser des progrès durables dans les domaines de la santé et des droits de l'homme à travers le monde est de s'attaquer aux racines de la pauvreté. Il faut pour ce faire agir sur de multiples fronts,

allant d'une meilleure éducation des mères en matière de nutrition à des campagnes de vaccination de masse, en passant par l'accès aux antibiotiques de base. Il s'agit-là de mesures relativement peu coûteuses qui peuvent avoir un impact mesurable sur la santé de la population mondiale.

Mais nous savons aussi qu'aujourd'hui, la situation mondiale en matière de santé se caractérise par un creusement des inégalités. Ceux d'entre nous qui ont eu la chance de naître dans des pays riches peuvent espérer vivre jusqu'à 70 ou 80 ans; en revanche, l'espérance de vie d'un enfant né en Afrique subsaharienne est de 46 ans. L'épidémie du VIH/sida, qui décime le continent africain, en est la principale cause. La pandémie a tué environ 2,3 millions d'Africains en 2003, la plupart dans la fleur de l'âge. La région compte 26,6 millions d'hommes, de femmes et d'enfants infectés par le virus. Au cours de la prochaine décennie, le sida pourrait tuer jusqu'à un quart de la population adulte. À cette tragédie s'ajoute, dans les pays pauvres, une résurgence dramatique de deux maladies « anciennes », le paludisme et la tuberculose.

Malheureusement, ce sombre tableau ne se limite nullement au sida, au paludisme ou à la tuberculose. En 2002, 10,5 millions d'enfants de moins de cinq ans sont morts à travers le monde ; 98 % d'entre eux vivaient dans des pays en développement et la plupart de ces décès sont à imputer à des maladies communes telles que la diarrhée ou la pneumonie. La mortalité maternelle continue de toucher plus d'un demi-million de femmes par an. Or, la plupart de ces décès pourraient être évités. La situation actuelle est un affront aux engagements pris au niveau international en faveur du développement et des droits de l'homme.

Les gouvernements des pays de l'OCDE ont certes les moyens, mais aussi la responsabilité collective de travailler avec les pays en développement et de les encourager à redoubler d'efforts pour lutter contre l'extrême pauvreté.

Je tiens à souligner que des obligations relatives au « droit à la santé » figurent dans de nombreux traités dont la plupart des pays de l'OCDE sont signataires. Ce dont



Mary Robinson

on parle moins en revanche, c'est que le droit à la santé crée non seulement des obligations pour les gouvernements envers leurs propres populations, mais aussi, indubitablement, des obligations au niveau international de la part des pays développés.

Les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) constituent un ensemble d'objectifs et d'engagements énoncés dans la Déclaration du millénaire de 2000 des Nations unies. Au nombre de ces huit objectifs, qui ont été adoptés à grand renfort de publicité au cours du plus grand rassemblement de chefs d'État jamais organisé, figurent notamment les suivants : réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim d'ici à 2015, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies, assurer un environnement durable et, dernier point et non le moindre, mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Comme nous le savons tous, à l'échelle mondiale, nous sommes sur la bonne voie pour atteindre l'objectif n° 1, grâce à une réduction massive de la pauvreté monétaire en Chine et en Inde. Mais malheureusement, l'OMS et la Banque mondiale estiment qu'au rythme

actuel, de nombreux pays en développement n'arriveront pas à remplir les OMD en matière de santé.

Que faire alors pour inverser la tendance ?

Avant tout, les experts du développement s'accordent à dire qu'il est nécessaire d'accroître massivement l'aide publique au développement (APD), en commençant par un engagement sérieux à financer le Fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose. C'est là que les droits de l'homme jouent un rôle crucial. Si des valeurs telles que l'égalité, la non-discrimination, l'autonomisation et la participation ne sont pas prises en compte, l'accroissement de l'APD ne bénéficiera en rien aux pauvres et n'aboutira qu'à des résultats à court terme qui ne perdureront pas. Il convient en particulier d'accorder une plus grande attention aux populations vulnérables, aux minorités et aux populations pauvres rurales, notamment les femmes.

La santé est devenue une priorité pour la communauté internationale. Compte tenu de nos ressources, nous sommes à même de réaliser notre rêve commun, la dignité et la santé pour tous les êtres humains. Pour les gouvernements des pays de l'OCDE, tout est maintenant une question de volonté politique. ■

L'obésité et la santé

Une épidémie imminente ?

- **MODÉRATEUR : SABINE SYFUSS-ARNAUD**, GRAND REPORTER, L'EXPANSION, FRANCE
- **PIERRE LEFÈBVRE**, PRÉSIDENT, FÉDÉRATION INTERNATIONALE DU DIABÈTE, BELGIQUE
- **JOHN MARTIN**, DIRECTEUR DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES, OCDE
- **MICHAEL O'GRADY**, SECRÉTAIRE-ADJOINT POUR LA PLANIFICATION ET L'ÉVALUATION, MINISTÈRE DE LA SANTÉ, ÉTATS-UNIS
- **DANNY L. STRICKLAND**, RESPONSABLE DE L'INNOVATION, COCA-COLA
- **JANET VOÛTE**, PDG, WORLD HEART FEDERATION



Lors de la séance d'ouverture du Forum, **Lord Alan Watson de Richmond** fait observer que « l'obésité ne faisait même pas partie des préoccupations internationales il y a dix ans. » Le phénomène a pris peu à peu de l'importance, jusqu'à devenir aujourd'hui un enjeu mondial de premier plan. À l'échelle planétaire, le nombre de personnes obèses ou en surpoids



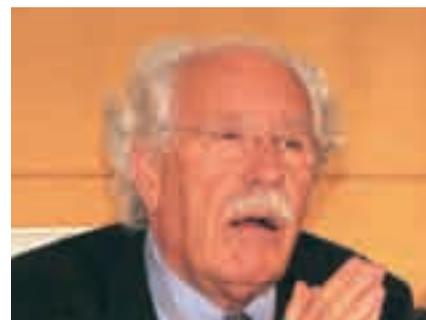
Danny L. Strickland

s'élève à environ 1 milliard, déclare **Janet Voûte**, s'appuyant sur des statistiques publiées par l'OMS. Les États-Unis font malheureusement figure d'exemple. Selon **Michael O'Grady**, le nombre d'obèses et de personnes en surpoids, qui représentent environ 34 % de la population adulte, a atteint un niveau historique dans son pays. Et les enfants emboîtent le pas à leurs parents : environ 10 % des enfants âgés de 5 à 17 ans souffrent d'une surcharge pondérale, précise Janet Voûte.

Aucun pays n'est à l'abri. « Même le fameux 'paradoxe français' a du plomb dans l'aile », ajoute **Sabine Syfuss-Arnaud**. Le problème touche désormais les pays en développement, tels que la Chine, explique **Pierre Lefèbvre**, puisque ceux-ci adoptent de plus en plus les habitudes de vie des pays développés, comme la sédentarité. De l'avis des intervenants, les chiffres dont on dispose pourraient même sous-estimer la réalité. Ainsi, indique **John Martin**, en Europe et dans de nombreux autres pays de l'OCDE, les données relèvent plutôt de l'auto-observation et non d'observations médicales. Il est donc possible que les

personnes concernées aient naturellement tendance à revoir leur poids à la baisse.

Les conséquences de l'obésité pourraient devenir extrêmement graves, non seulement en termes de victimes et de souffrance mais aussi en termes économiques. Le nombre de décès est alarmant : aux États-Unis, les maladies liées à l'obésité tuent 400 000 personnes chaque année, ce qui représente 17 % des décès dus à des causes évitables. L'obésité, on le sait, est un facteur de risque de maladie cardiovasculaire. Janet Voûte ajoute : « Le nombre croissant de cas de syndrome



Pierre Lefèbvre



Janet Voûte

métabolique chez les adolescents est encore plus préoccupant. » On entend par syndrome métabolique la coexistence de divers facteurs de risque chez un patient, parmi lesquels l'hypertension et une glycémie légèrement supérieure aux valeurs normales qui constituent une sorte de stade précurseur du diabète. Ainsi, explique Pierre Lefèbvre, le monde médical ne parle même plus de diabète adulte, mais plutôt de diabète de type II, puisque tout individu qui mange trop risque cette maladie.

Le coût économique de la maladie, qui suit une courbe ascendante, est également élevé. Il est estimé à US\$75 milliards par an aux États-Unis, soit 5 % de l'ensemble des dépenses de santé, d'après les chiffres cités par John Martin. Dans des pays comme l'Australie, le Canada ou la Nouvelle-Zélande, ce coût représenterait de 2 % à 3 % du PIB. « L'un des aspects inquiétants du phénomène est l'intervalle entre le début de l'obésité et le moment où commencent les problèmes de santé qui en découlent. Cela laisse penser que nos dépenses de santé vont encore augmenter », conclut Pierre Lefèbvre.

S'il reconnaît que la tendance est à une augmentation des quantités de nourriture et de boissons proposées au consommateur, Michael O'Grady n'y voit pas l'unique cause du problème aux États-Unis. L'obésité semble en effet dépendre aussi de facteurs tels que le sexe, l'âge, la catégorie socio-économique et l'appartenance ethnique. John Martin ajoute qu'une étude récente a révélé que la prise de poids chez les adultes américains est avant tout due à



Pierre Lefèbvre, Danny L. Strickland et Janet Voûte

un accroissement de l'apport calorique imputable aux grignotages multiples au cours de la journée, et non uniquement à une baisse de l'activité physique.

Alors que faire ? Pour Janet Voûte, la solution du problème viendra d'une prise de conscience des consommateurs. En effet, ajoute-t-elle, il n'existe pas encore de consensus dans les milieux scientifiques sur ce qu'est une alimentation équilibrée, alors même qu'on a plus que jamais besoin de régimes efficaces. « Personne ici ne connaît toutes les réponses », concède-t-elle, « mais ce qui est positif, c'est que nous sommes tous là pour essayer de les trouver. » Michael O'Grady estime pour sa part qu'il est essentiel que chacun assume ses responsabilités et qu'il vaut mieux « pratiquer la politique de la carotte que celle du bâton. »

Danny L. Strickland insiste sur le fait que l'augmentation du nombre d'obèses est un problème complexe aux multiples facettes. « Rejeter la faute sur certains produits ou entreprises en particulier ne rime à rien. Ce problème est celui de tout le monde, et nous avons tous un rôle à jouer pour trouver la solution. » Pour tenter de répondre au problème de santé publique posé par l'obésité, la société Coca-Cola a adopté une double stratégie : d'une part,

elle s'efforce de donner une image positive de l'activité physique à travers sa politique globale de communication et ses campagnes publicitaires ; d'autre part, elle élargit considérablement l'éventail de ses produits en proposant à ses clients des boissons équilibrées. Ainsi la société est en train de lancer C2, une boisson qui a le même goût que le Coca-Cola classique mais avec seulement la moitié de calories, d'hydrates de carbone et de sucre. Pour Danny L. Strickland, « il y a tout de même une limite à l'influence que vous pouvez avoir sur le comportement des gens. Avant toute chose, les produits sains doivent avoir bon goût. » ■

Soyez les premiers informés...

OECD *direct*

Notre service gratuit
d'alerte par e-mail

ENREGISTREMENT GRATUIT
www.oecd.org/OECDdirect

L'Asie de l'Est au XXI^e siècle

- **MODÉRATEUR : NICOLAS BEYTOUT**, DIRECTEUR DE LA RÉDACTION, *LES ÉCHOS*, FRANCE
- **KIM DAE-JUNG**, ANCIEN PRÉSIDENT DE LA CORÉE ET PRIX NOBEL DE LA PAIX

Nous présentons ci-après quelques extraits du discours de Kim Dae-jung.

Le XXI^e siècle se distingue du XX^e siècle par quatre éléments significatifs : le passage de la société industrielle à la société fondée sur le savoir ; le passage de l'ère de l'État territorial à l'ère de la mondialisation ; la prévalence du terrorisme ; et l'émergence de l'Asie en tant que puissance économique. J'aimerais aujourd'hui axer mon intervention sur l'économie est-asiatique et la paix dans la péninsule coréenne, qui est la clé de la paix en Asie de l'Est.

Au cours des 20 dernières années, le taux de croissance annuel de la Chine a atteint 9 %. Malgré les problèmes d'insolvabilité de son secteur financier et de ses entreprises, ce pays est devenu un très grand marché mondial. Le Japon, pour sa part, est la deuxième économie de la planète et, grâce à des réformes et une hausse des exportations vers la Chine, il sort progressivement de la



Kim Dae-jung et Donald J. Johnston



Kim Dae-jung, Donald J. Johnston et Nicolas Beytout

récession économique qu'il a connue dix années durant. La Corée du Sud s'est extraite des décombres de la guerre de Corée et a surmonté la crise financière de 1997 pour se hisser au rang de douzième économie mondiale. Elle est aujourd'hui un modèle pour les pays en développement.

À l'ère des sociétés fondées sur le savoir du XXI^e siècle, les économies de ces trois pays montrent une grande faculté d'adaptation et de développement. Certains experts vont jusqu'à prédire que le bloc économique des pays de l'Asie du Nord-Est, dont notamment la Chine, deviendra l'épicentre de l'économie mondiale au XXI^e siècle.

Grâce aux avancées rapides des hautes technologies, le monde connaît aujourd'hui une progression remarquable de sa richesse. Mais ce sont les pays avancés qui en bénéficient le plus, et les pays pauvres sont laissés de côté. Ce qui importe, c'est que les pays en développement puissent tirer parti de la mondialisation.

Le terrorisme qui plonge aujourd'hui la planète dans la crainte et la confusion semble prendre racine, le plus souvent,

dans la douleur et le désespoir causés par la pauvreté. L'OCDE doit encore renforcer le rôle de premier plan qu'elle joue dans l'élimination de la pauvreté, certes pour la défense des droits de l'homme et de la démocratie, mais aussi pour la paix mondiale et le développement d'une économie mondiale stable.

En dépit de ses différences, l'Asie orientale vit dans la paix et la coopération. Mais nous savons tous que la question du nucléaire en Corée du Nord est un obstacle majeur sur la voie de la paix. Le peuple coréen vit depuis 60 ans dans une sécession géographique dont il n'est pas directement responsable.

Depuis le tout début de ma présidence, je me suis opposé avec force au programme d'armement nucléaire de la Corée du Nord. Ce n'est pas une question difficile si la volonté de résoudre ce problème est affirmée. Mais malgré toute l'importance des pourparlers des six nations, on n'obtiendra pas de solution sans un dialogue direct entre les États-Unis et la Corée du Nord. La solution consiste pour la Corée du Nord à démanteler complètement

12 mai 2004

son armement nucléaire, et pour les États-Unis à fournir des garanties de sécurité à la Corée du Nord et à aider cette dernière à intégrer la communauté internationale. En raison du manque de confiance qui marque les relations entre les deux pays, ils doivent agir simultanément ou parallèlement. C'est ensuite que les pourparlers des six nations et les Nations unies devraient soutenir cette décision.

**Kim Dae-jung**

Lors de la rencontre que j'ai eue avec le président Kim Jong-il le 15 juin 2000, je lui ai vivement conseillé d'améliorer les relations de son pays avec les États-Unis, sachant que pour cela, la Corée du Nord doit avant tout abandonner ses armes de destruction massive, programme d'armement nucléaire compris. Sur mon insistance pour que les deux pays se rencontrent, les États-Unis et la Corée du Nord ont repris le dialogue sous la forme de pourparlers à haut niveau. Et on a assisté à des avancées significatives. Néanmoins, le changement d'administration aux États-Unis et l'apparition sur le devant de la scène de la question nucléaire nord-coréenne ont durci la situation et conduit à l'impasse actuelle.

Je suis toutefois optimiste. Lorsque j'ai rencontré le président Kim, il m'est clairement apparu qu'il aspirait à améliorer les relations avec les États-Unis. Je pense que la Corée du Nord est prête à abandonner son programme d'armement nucléaire. Le président Bush n'a eu de cesse d'indiquer que les États-Unis résoudraient

ce problème de manière pacifique. Il m'a également donné sa parole.

Pendant plus de 30 années, j'ai appliqué une politique de la main tendue, la « sunshine policy », qui met en avant une approche en trois phases : coexistence pacifique, échanges pacifiques et réunification pacifique. La Corée du Sud et la Corée du Nord doivent laisser le souffle bienveillant de la réconciliation réchauffer les relations antagonistes héritées de la guerre froide. Les deux Corées peuvent coexister en paix puis, l'une et l'autre rassérénées, faire progresser la réunification. Les pays du monde entier, tout comme les Nations unies, ont apporté leur soutien à ma proposition.

Dirigeants des pays membres de l'OCDE, je vous demande d'apporter votre soutien total et entier à l'avènement de la paix dans la péninsule coréenne dont le peuple vit depuis plus d'un demi-siècle sous la menace de la guerre.

Comme on le constate en Asie orientale, le XXI^e siècle connaît un développement économique remarquable et naguère inimaginable. Si les aspects positifs de ce développement économique pouvaient être partagés avec les pays en développement, nous aurions un monde plus pacifique et prospère dans lequel le terrorisme perdrait du terrain.

**Dominique Perreau**

Consciente de ce fait, l'OCDE, qui a stimulé la croissance économique, devrait prendre l'initiative de la démarche. Le monde attend beaucoup de la contribution de l'Organisation à l'avenir du XXI^e siècle. Permettez-moi de lui souhaiter bon vent dans ses engagements et ses réalisations futurs. ■

**Doo-yun Hwang, Donald J. Johnston et Kim Dae-jung**

L'éducation financière

Comprendre les risques financiers

- **MODÉRATEUR : LORENZO BINI SMAGHI**, DIRECTEUR DES RELATIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES, MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES, ITALIE
- **DAE WHAN CHANG**, PRÉSIDENT ET ÉDITEUR, *MAEIL BUSINESS NEWSPAPER AND TV*, CORÉE
- **SIR DAVID CLEMENTI**, PRÉSIDENT, PRUDENTIAL, ROYAUME-UNI
- **BRONWYN CURTIS**, RÉDACTRICE EN CHEF, BLOOMBERG TELEVISION, ROYAUME-UNI
- **KENNETH V. GEORGETTI**, PRÉSIDENT, CONGRÈS DU TRAVAIL DU CANADA



Le citoyen ordinaire devrait-il bénéficier de cours de finance et d'investissement au même titre que d'autres disciplines de base comme l'histoire ou les mathématiques ? Selon **Lorenzo Bini Smaghi**, s'il a toujours été nécessaire pour les consommateurs qui souhaitent gérer leurs revenus et éviter d'être victimes de fraudes de posséder des connaissances en matière de finance, l'importance de l'éducation financière s'est accrue ces dernières années du fait

de la diversité et de la complexité des nouveaux produits financiers. De plus en plus d'épargnants participent aux marchés financiers et s'intéressent à leur retraite en raison de la hausse du niveau de vie et du vieillissement démographique. En outre, les risques que peut engendrer la confiance aveugle en matière de décisions financières ont été mis en lumière récemment par la vague de scandales boursiers et les exemples de mauvaise gestion des fonds de pension.

Sir David Clementi explique que les populations vieillissantes des pays de l'OCDE doivent s'impliquer davantage dans la gestion de leurs retraites. En particulier, l'évolution de régimes de retraite à prestations définies vers des régimes de retraite à cotisations définies fait basculer les risques liés à la retraite sur les épaules des salariés. Sa société, Prudential, contribue activement à aider les consommateurs à se familiariser avec les arcanes de la finance, car une personne avertie est plus encline à épargner et investir. Sir David Clementi estime également que l'éducation financière devrait compter parmi les priorités des pouvoirs publics dans la mesure où la perte de

confiance des consommateurs consécutive aux récents scandales financiers s'est répercutée sur les marchés.

Il ne faut pas confondre information financière, éducation financière et conseil financier, souligne **Bronwyn Curtis**. Les informations disponibles au sujet des établissements financiers ou leurs produits d'investissement ne manquent pas. Mais le temps que peuvent consacrer les personnes très occupées à consulter ces informations est très limité. En outre, la plupart des gens ne saisissent pas toute l'importance de l'information financière. D'après les enquêtes réalisées, le niveau de connaissances et de compréhension de nombreux consommateurs dans le domaine de la finance est insuffisant.

Bronwyn Curtis considère que l'éducation financière devrait faire partie de l'enseignement général dispensé à nos enfants. Quant à la formation des adultes, elle pourrait passer par le canal de la télévision. Il existe aujourd'hui de nombreuses émissions financières de radio ou de télévision visant le consommateur, mais il en existe peu qui offrent de l'éducation financière.



Sir David Clementi



Dae Whan Chang

Dae Whan Chang convient que les enfants pourraient bénéficier d'une formation financière dès leur plus jeune âge. En Corée, les emprunts des ménages et le recours à la carte de crédit augmentent considérablement, à mesure que les marchés financiers s'ouvrent aux consommateurs. Toutefois, la délinquance financière et les faillites ont révélé qu'une plus grande liberté dans le domaine de la finance s'accompagne également d'une

exposition accrue au risque. Dans le public, on se demande si l'accès aux marchés ne devrait pas se limiter aux personnes ayant reçu la formation adéquate. Pour les membres du groupe d'experts, une règle de cette nature n'est pas une solution. Il serait plus avantageux de promouvoir l'éducation financière, en utilisant différentes voies telles que l'école, les associations de consommateurs, les établissements financiers et les médias, afin de mieux sensibiliser le public aux risques associés aux produits vendus.

Toutefois, comme le souligne **Kenneth V. Georgetti**, il ne serait pas logique d'attendre des établissements financiers eux-mêmes qu'ils fournissent une formation objective. Selon toute vraisemblance, la « formation » prodiguée par des établissements financiers aurait des chances d'être déformée par de dynamiques vendeurs. Cela servirait-il au mieux les intérêts financiers des consommateurs ? Kenneth V. Georgetti met en doute la capacité des médias à dispenser un enseignement fiable en raison de leur besoin de revenus publicitaires. Les organisations à but non lucratif seraient plus à même d'offrir pareille formation car elles n'ont a priori pas d'objectif caché.



Lorenzo Bini Smaghi

Lorenzo Bini Smaghi continue de penser que l'éducation financière est essentielle à la santé de l'économie et de la société des pays de l'OCDE. En conclusion, il fait écho aux autres intervenants pour saluer l'initiative de l'OCDE visant à lancer un projet sur l'éducation financière, lequel permettra de dégager des enseignements des pratiques exemplaires recensées dans les pays membres. ■

ACCUEIL ET RÉCEPTION



Vieillesse de la population et santé

Les bienfaits et les coûts du vieillissement

- **MODÉRATEUR : PHILIPPE MANIÈRE**, DIRECTEUR GÉNÉRAL, INSTITUT MONTAIGNE, FRANCE
- **FRANÇOISE FORETTE**, CO-PRÉSIDENTE, ALLIANCE POUR LA SANTÉ ET L'AVENIR, ET PRÉSIDENTE, INTERNATIONAL LONGEVITY CENTRE, FRANCE
- **JULIO FRENK**, MINISTRE DE LA SANTÉ, MEXIQUE
- **HENRY MCKINNELL**, PDG, PFIZER INC.
- **KAREN POUTASI**, DIRECTRICE GÉNÉRALE DE LA SANTÉ, MINISTÈRE DE LA SANTÉ, NOUVELLE-ZÉLANDE

Nous vivons plus longtemps et nos dépenses de santé augmentent en conséquence. **Françoise Forette** explique en effet qu'une personne âgée de 80 ans coûte globalement deux fois plus cher en soins médicaux qu'une personne de 20 ans. De ce fait, et compte tenu des tendances démographiques actuelles, l'offre de soins devient « l'une des préoccupations prioritaires des décideurs dans tous les pays de l'OCDE », souligne **Philippe Manière**.



Les intervenants rappellent tout d'abord que le vieillissement de la population est une conséquence positive de la croissance économique. « L'allongement de la vie est un privilège apporté par le progrès, pas une catastrophe », explique Françoise Forette. « En effet », ajoute-t-elle, « si nous sommes tous conscients du fait que la richesse contribue à l'amélioration de la santé et à l'allongement de la durée de la vie, nous comprenons moins aisément qu'une meilleure santé accroît non seulement l'espérance de vie, mais aussi la richesse. » Elle indique en outre qu'en dépit du fait que la population âgée consomme plus de dépenses de santé que la population jeune, seule une faible augmentation du coût de la santé lui est imputable.

Henry McKinnell va plus loin en décrivant les retombées économiques positives des dépenses de santé. « Une réduction de 10 % du taux de mortalité due aux affections cardiaques et au cancer aux États-Unis équivaldrait à un gain de dix mille milliards de dollars en termes de valeur économique. » L'un des participants interroge les intervenants sur l'impact des dépenses de santé consacrées aux personnes âgées sur le PIB par habitant. Sur ce point, Françoise Forette admet que les effets positifs sur l'économie ne sont réels que « lorsque la frange la plus âgée de la population participe à l'activité économique. Le gain est nul quand les deux tiers de la population de plus de 55 ans ne travaillent pas, comme c'est le cas en France. »

Tout en approuvant le point de vue de Françoise Forette, selon lequel une population vieillissante est le reflet de l'efficacité de la politique économique et sociale, **Julio Frenk** souligne que « chaque victoire en matière de santé publique entraîne une nouvelle série de défis à relever. » Ce phénomène est particulièrement flagrant dans certains pays comme le Mexique, où une personne âgée de plus de 60 ans sur deux n'a pas d'assurance maladie.

Pour Julio Frenk, les pays en développement ont plus de mal que les pays développés à gérer l'étape de la transition démographique que représente le vieillissement de la population. Les pays



Henry McKinnell



Françoise Forette



Julio Frenk

en développement vont connaître une transformation profonde en une seule génération : « Un processus qui s'est déroulé sur 200 ans au Royaume-Uni ne prendra qu'une cinquantaine d'années dans des pays comme le Mexique. »

Tous les intervenants s'accordent sur l'importance de la prévention comme

moyen de réduire les coûts et de permettre aux personnes de rester plus longtemps en activité. Souvent, les gouvernements ne mettent pas en place des mesures à la fois simples et économiques comme l'accès généralisé au vaccin contre la grippe, explique Julio Frenk. Pour sa part, **Karen Poutasi** expose la stratégie de son gouvernement, qui s'efforce de coordonner l'organisation et l'accès aux services de santé et de soutien aux personnes handicapées afin de maintenir la population en bonne santé et de permettre aux aînés de rester actifs au lieu d'aller vivre en maison de retraite.

Henry McKinnell invite les gouvernements à encourager la recherche biomédicale de façon à prévenir les maladies chez les personnes âgées et, par là même, contenir les dépenses de santé. « La plupart d'entre vous vivrez jusqu'à 80 ans et plus, ce qui est une bonne nouvelle, mais en même temps, il faut savoir qu'un octogénaire sur deux, aujourd'hui, souffre de la maladie d'Alzheimer. » Il indique en outre que tant que les gouvernements ne prendront pas de mesures qui incitent les laboratoires privés à rechercher de nouveaux traitements pour

prévenir l'apparition de la maladie d'Alzheimer, ils devront assumer le coût des soins dispensés aux personnes qui en souffrent. Pour illustrer les conséquences néfastes des mesures gouvernementales qui font obstacle à l'innovation, Henry McKinnell cite le cas de l'absence de vaccin contre le SRAS. Le laboratoire Pfizer, qui fut à une époque l'un des plus grands producteurs de vaccins humains, a de fait renoncé à s'investir davantage dans ce type de recherche pour diverses raisons liées à la responsabilité légale et au contrôle des prix imposé par l'État.

Tout au long de la réunion, les différents intervenants insistent sur le rôle fondamental de la prévention. Philippe Manière estime que celle-ci doit être considérée comme un investissement, mais s'interroge toutefois sur sa faisabilité politique et sur l'efficacité des campagnes de sensibilisation. Pour Françoise Forette, l'éducation est à la base de tout : l'action préventive menée par les mères, les médecins et les professionnels de la santé serait en effet d'autant plus efficace qu'elle commence dès le plus jeune âge. ■



Accès au catalogue complet des publications, des revues et des statistiques

Téléchargez nos livres électroniques

Achetez une version imprimée et accédez aux versions PDF **GRATUITEMENT**

www.oecd.org/bookshop

Développement durable, de la théorie aux actes

Allons-nous de l'avant ?

- **MODÉRATEUR : GEIR HAARDE**, MINISTRE DES FINANCES, ISLANDE
- **YVES COUPIN**, DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET PROGRÈS CONTINU, AREVA
- **JOHANNE GÉLINAS**, COMMISSAIRE À L'ENVIRONNEMENT ET AU DÉVELOPPEMENT DURABLE, CANADA
- **MICHAEL MEACHER**, MEMBRE DU PARLEMENT, CHAMBRE DES COMMUNES ET ANCIEN MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, ROYAUME-UNI
- **GIL RÉMILLARD**, PRÉSIDENT FONDATEUR, LA CONFÉRENCE DE MONTRÉAL, CANADA
- **TRINE LISE SUNDNES**, SECRÉTAIRE DE LA CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS, NORVÈGE



« Si vous étiez à l'OCDE, quelles mesures spécifiques prendriez-vous demain pour contribuer à faire avancer la cause du développement durable ? » La question vient du public, pendant une séance où l'optimisme est de mise même si l'on reconnaît généralement que les progrès en matière de développement durable ont été maigres.

Pourtant, il est largement admis qu'il est désormais urgent de mettre en place un développement durable. Comme le fait remarquer **Geir Haarde**, « le fait qu'un ministre des Finances comme moi soit invité à modérer un débat sur le sujet montre l'ampleur prise par la problématique du développement durable. » Les mentalités sont en train d'évoluer au niveau mondial.

Michael Meacher estime que le Sommet de Johannesburg est allé dans le bon sens, mais aurait souhaité davantage d'orientations quant à la mise en œuvre. « Le texte adopté à Johannesburg formule de très nombreux objectifs, mais n'énonce guère de plan d'action. » À son sens, trop de conditions sont imposées aux contributions financières des pays riches



Geir Haarde

Toute la question est de savoir comment on peut promouvoir le développement durable, 12 ans après le Sommet « planète Terre » de Rio de Janeiro. **Michael Meacher** appelle à une intensification des actions : « Au niveau international, il faut continuer de multiplier les signaux envoyés au marché pour faire prendre conscience de la nécessité – et des avantages – du développement durable. Sur les marchés nationaux, les efforts doivent être centrés sur les consommateurs et leurs points de vue ; par exemple, en expliquant les répercussions qu'ont sur l'environnement les voitures à forte consommation de carburant. »



Yves Coupin



Johanne Gélinas et Michael Meacher

au développement durable, et pour que le programme d'action soit efficace, il doit être intégré aux grandes orientations. Pour cela, il faut associer les pays en développement et établir une voie de recours immédiat en ce qui concerne les préoccupations liées au développement durable.

Johanne Gélinas est moins optimiste : « à l'aune de Rio, l'action en faveur du développement durable constitue un peu un échec. » Ses services entretiennent des relations avec plus de 75 pays afin de jauger l'impact des activités économiques et des politiques publiques, élaborent des rapports à l'intention du parlement et formulent des recommandations sur des questions telles que la qualité de l'eau. « Si nous voulons

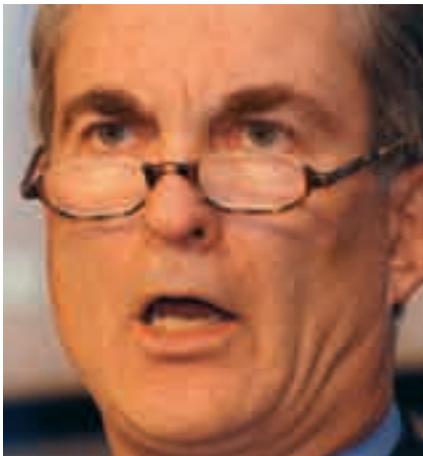
pouvoir annoncer de meilleures nouvelles dans 12 ans, il faut nous atteler à la tâche », estime-t-elle, évoquant plusieurs obstacles et notamment le fait que « les gouvernements signent d'innombrables accords internationaux juridiquement contraignants, alors qu'ils devraient rationaliser leur démarche et cibler en priorité les domaines les plus importants. » Pour finir, elle adresse un message aux gouvernements : « nous avons l'œil sur vous et nous ne vous permettrons pas de vous assoupir. »

La réglementation seule ne suffit pas à promouvoir un développement durable. Pour **Yves Coupin**, les entreprises doivent aligner leurs actes sur leur discours, et s'interroger sur deux aspects : comment leur propre expérience peut contribuer à la mise au point de solutions, et comment elles peuvent adopter des pratiques exemplaires. Il estime que, de par son métier de base, AREVA se situe au cœur des enjeux du développement durable : le nucléaire aide à satisfaire les besoins croissants en énergie sans accroître les émissions de gaz à effet de serre. Si la stratégie d'AREVA a réussi, c'est aussi parce qu'elle a associé les parties prenantes au processus de décision.

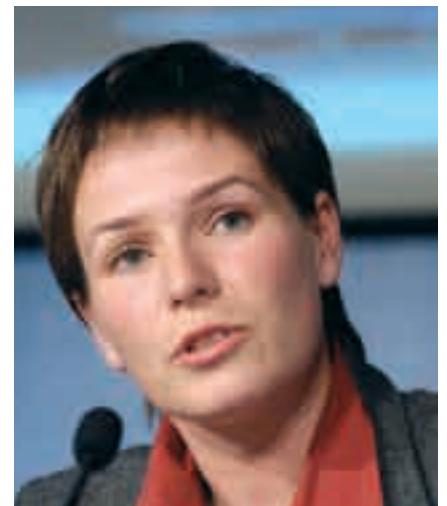
Après l'affaire Enron et d'autres scandales similaires, la confiance du public s'est érodée et les appels en faveur de la responsabilité sociale se sont multipliés. Pour **Gil Rémillard**, les attentes ne font

pas de doute : « les entreprises doivent contribuer à l'intérêt public, faute de quoi elles sont condamnées à voir le cours de leurs actions baisser sous l'effet des informations publiées par les analystes ou les médias. » Il estime que la responsabilité des entreprises s'impose de plus en plus comme une norme qui influe sur le comportement des entreprises et que nous n'en sommes qu'au début de cette évolution. « Reebok a été salué pour son action en faveur de l'organisation des travailleurs en Chine, alors qu'au Canada, Adbusters s'appête à lancer une nouvelle ligne de chaussures en s'appuyant sur une campagne publicitaire de 250 000 dollars axée sur le fait que Nike exploite ses ouvriers. De manière générale, je pense que les choses évoluent dans le bon sens. »

Pour clore la session, **Trine Lise Sundnes** présente quelques chiffres de nature à modérer l'enthousiasme. Elle signale que chaque année, on dénombre dans le monde 2 millions de décès liés au travail, 270 millions d'accidents du travail et 160 millions de cas de maladies professionnelles. On ne peut s'attaquer convenablement à ces problèmes qu'au niveau international. Trine Lise Sundnes propose aussi de recourir à un nouveau moyen de promouvoir le développement durable : « il faudrait accorder aux indicateurs sociaux le même statut qu'aux indicateurs environnementaux et économiques et en tenir compte dans le processus d'élaboration de la politique. » ■



Gil Rémillard



Trine Lise Sundnes

Vers une globalisation plus humaine

- **MODÉRATEUR** : JEAN-MARC SYLVESTRE, RÉDACTEUR EN CHEF, PRÉSENTATEUR, LCI, FRANCE
- **MICHEL BARNIER**, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, FRANCE

Nous présentons ci-après quelques extraits du discours prononcé par le ministre.

Je vous remercie de me donner cette occasion de dire quelques mots sur le monde tel que nous le voyons aujourd'hui. Je pense que le Forum de l'OCDE, et d'autres forums de cette nature, rendent possible une réflexion commune sur la gouvernance mondiale. Le thème que vous avez retenu cette année est particulièrement bien choisi : en mettant l'accent sur la notion de bien-être, vous nous invitez à adopter une nouvelle approche vis-à-vis de la mondialisation, une approche plus globale et humaine.

En ma qualité de ministre des Affaires étrangères, je passe beaucoup de temps à gérer crises, spirales de violence, sang versé et tortures. Si nous voulons trouver le chemin d'une mondialisation plus humaine et d'un monde meilleur, nous devons d'abord régler les conflits, et ramener la paix et la stabilité. Nous devons organiser le monde autrement de ce qu'il est aujourd'hui. Il faut que les hommes, de tous côtés, se comportent selon leur conscience et retrouvent la raison.

En termes de gouvernance politique, nous devons revenir au seul cadre qui compte pour régler ces conflits : celui du droit international et des Nations unies.

La mondialisation, parce qu'elle unifie le monde entier, est aujourd'hui une réalité. Elle est source de nombreux avantages et de beaucoup d'opportunités nouvelles. Elle facilite les échanges, elle contribue à diffuser le savoir, elle crée de nouveaux marchés et stimule la croissance, et elle peut permettre aux pays émergents de rattraper leur retard : la Chine en est l'exemple le plus frappant. Simultanément, la mondialisation aggrave certains déséquilibres et en crée de nouveaux. La mondialisation, comme l'a souligné le président de la République française, appelle à la solidarité et au renforcement de la coopération internationale.

Les différents déséquilibres inquiètent beaucoup nos opinions. Dans le débat des élections européennes, l'opinion est inquiète de cette mondialisation – peut-être ne lui



« Je pense que l'OCDE joue un rôle très précieux et assez irremplaçable, qu'il s'agisse de ses travaux d'analyse ou de ses travaux de statistiques, d'évaluation, de la prise en compte de tous les éléments déterminant à long terme l'évolution de nos économies, de son expertise qui est unanimement reconnue en matière de gouvernance et en matière d'aide au développement ... »

Michel Barnier

parle-t-on pas assez, ne lui explique-t-on pas assez. J'ai toujours pensé que le silence entretenait les peurs et nourrissait la démagogie, qu'elle soit de droite ou de gauche.

La mobilité rapide des capitaux nécessite une coordination internationale accrue en matière de prévention et de régulation des crises financières. Il est clair que la mondialisation crée des risques qu'il faut corriger. Les mutations structurelles sont presque aussi rapides que les variations conjoncturelles. La hausse actuelle et préoccupante des prix du pétrole est due à divers facteurs conjoncturels, mais aussi à l'accroissement de la demande à long terme de la part des pays émergents tels que la Chine. Si la mondialisation accroît la richesse globale, elle tend à creuser les inégalités entre les continents,



Donald J. Johnston accueille Michel Barnier

comme le montre le retard économique de l'Afrique, mais aussi au sein d'autres pays. La mondialisation s'accompagne d'une utilisation plus intensive, souvent imprudente, des ressources naturelles, qui ne sont ni gratuites, ni inépuisables. La mondialisation de notre économie a aussi sa face noire : mondialisation des activités criminelles, des réseaux de drogue, des mafias, de la traite d'êtres humains ou encore de la corruption. Enfin, la mondialisation met en cause les identités dans lesquelles les individus se reconnaissent, et suscite une tentation de repli communautariste et nationaliste. Les avantages globaux de la mondialisation ne l'emporteront sur les risques que si ces déséquilibres sont contrebalancés par de nouvelles solidarités. C'est pourquoi la France a plaidé et continuera de plaider pour une régulation de la mondialisation. Notre objectif commun doit être une « croissance équitable et équilibrée. »

Je voudrais esquisser quelques idées pour éclairer ce chemin. Premier impératif, il faut améliorer les conditions de vie de la partie la plus pauvre de l'humanité. La communauté internationale s'est donnée une feuille de route en adoptant en 2000 les Objectifs du millénaire pour le développement. Au rythme actuel, il est possible que soit atteint le premier de ces objectifs, à savoir la baisse de moitié du nombre des pauvres d'ici 2015, même si nous ne savons que trop que ce résultat sera pour l'essentiel imputable à la Chine et à l'Inde. On peut en revanche prévoir que la réalisation des autres objectifs sera très difficile, en particulier pour tout ce qui touche à l'alimentation, la santé, la gestion de l'eau et l'éducation.

La deuxième idée concerne le respect des engagements souscrits à Monterrey pour augmenter l'aide publique au développement (APD). Ces engagements doivent être respectés. La France s'est engagée sur le chiffre de 0,7 % du PNB ; son APD devrait atteindre 0,5 % en 2007, puis passer progressivement à 0,7 % en 2012. Il convient de poursuivre les efforts engagés pour atténuer la charge de la dette, et aussi trouver des sources innovantes de financement. Il est également tout à fait légitime de financer les biens publics mondiaux par un prélèvement universel ou par un impôt mondial. Cette démarche aurait l'avantage de concrétiser l'idée de solidarité à l'échelle de la planète.



Hans-Stefan Kruse, Donald J. Johnston et Dominique Perreau

Enfin, la libéralisation du commerce mondial doit être menée non seulement selon des règles qui garantissent l'équilibre entre pays développés, mais aussi selon des modalités favorables d'abord aux pays en développement. Nous devons en particulier répondre aux vraies préoccupations exprimées par les pays les moins favorisés, et d'abord ceux du continent africain qui, jusqu'à une date récente, ont fort peu bénéficié de la libéralisation des échanges.

Je pense qu'il est aussi crucial d'empêcher la dégradation continue de notre environnement mondial. La préservation du capital naturel de la planète est un impératif vital. Il n'est pas moralement acceptable de laisser aux générations futures le poids des erreurs, du manque de courage et des imprévoyances. C'est le message qu'a voulu lancer le président de la République à Johannesburg. La France attache la plus haute importance à la lutte contre le changement climatique, qui est sans doute la menace la plus grave pour l'humanité. Nous ne pouvons pas attendre la réduction des émissions de gaz à effets de serre, la mise en service aléatoire de nouvelles technologies à l'horizon de 2020 ou 2030. C'est dès maintenant qu'il faut agir, et c'est pourquoi la France est très attachée à l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto.

Je voudrais conclure par ces quelques réflexions. Si nous voulons instaurer les solidarités indispensables, il faut que la communauté internationale se dote d'institutions possédant la légitimité et l'autorité nécessaires. La France a émis de nombreuses propositions tendant à renforcer le système des Nations unies, à réformer les institutions

financières internationales et à mieux faire participer les pays du Sud aux instances de décision.

En tant qu'institution internationale, je pense que l'OCDE joue un rôle très précieux et assez irremplaçable, qu'il s'agisse de ses travaux d'analyse ou de ses travaux statistiques, d'évaluation, de la prise en compte de tous les éléments déterminant à long terme l'évolution de nos économies, de son expertise qui est unanimement reconnue en matière de gouvernance et en matière d'aide au développement. Parmi toutes ces activités, il y a une problématique particulière à laquelle l'OCDE apporte et continuera d'apporter beaucoup : l'analyse des nombreuses règles de nature diverse qui, par leur coexistence, peuvent aboutir quelquefois à des politiques contradictoires. Je pense au conflit entre liberté des échanges et normes sociales ou environnementales, ou entre respect de la propriété intellectuelle et urgence sanitaire.

Face aux opportunités et aux défis qu'engendre la mondialisation, la réponse ne peut être que politique, concertée dans le cadre international. L'enjeu est considérable puisqu'il s'agit pour nos sociétés de retrouver la maîtrise de leur destin. Cet enjeu est au cœur de nos démocraties et de leur avenir. Voilà pourquoi la France va continuer à jouer son rôle en formulant des propositions et en cherchant des réponses, en les proposant à ses partenaires, d'abord au sein de l'Union européenne puis au-delà. Nous avons besoin de réponses audacieuses qui permettront de décider les contours d'un nouvel ordre international. ■

Gouvernement d'entreprise

Améliorer les normes

- **MODÉRATEUR : JOHN PLENDER**, RÉDACTEUR PRINCIPAL, *FINANCIAL TIMES*
- **DANIEL BOUTON**, PDG, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
- **VÉRONIQUE INGRAM**, DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIVISION DES SYSTÈMES FINANCIERS, LE TRÉSOR, AUSTRALIE
- **DONALD J. JOHNSTON**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, OCDE
- **GUNNAR LUND**, MINISTRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES ET DES MARCHÉS FINANCIERS, SUÈDE
- **JOHN J. SWEENEY**, PRÉSIDENT, FÉDÉRATION AMÉRICAINE DU TRAVAIL ET CONGRÈS DES ORGANISATIONS INDUSTRIELLES
- **LUTGART VAN DEN BERGHE**, PROFESSEUR DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE, ÉCOLE DE GESTION DE VLERICK LOUVAIN-GAND, ET DIRECTRICE, INSTITUT BELGE DES ADMINISTRATEURS
- **TAKA AKI WAKASUGI**, PROFESSEUR D'ÉCONOMIE POLITIQUE, UNIVERSITÉ DE TOKYO

Véronique Ingram ouvre la séance en déclarant que la révision des Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE a donné lieu, à sa connaissance, au plus vaste processus de consultation jamais engagé par l'Organisation.

Elle rappelle que lorsque les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE ont été adoptés en 1999, le climat des affaires était relativement serein et que les Principes, qui se présentent comme un recueil de pratiques exemplaires dans le domaine du gouvernement d'entreprise à l'intention des pays de l'OCDE, ont acquis le statut de référence au niveau international, y compris pour les gouvernements de pays non membres de l'OCDE qui cherchent à améliorer leurs cadres réglementaires. Néanmoins, après les scandales et faillites en cascade qui ont

secoué le monde de l'entreprise, les ministres des pays de l'OCDE ont jugé utile de soumettre les Principes à un réexamen dont il est ressorti que s'ils conservaient leur bien fondé dans l'ensemble, ils méritaient toutefois d'être renforcés et clarifiés. Les principaux changements apportés à la version originale des Principes portent sur le renforcement du rôle des investisseurs, l'amélioration de l'équilibre des pouvoirs, la résolution des conflits d'intérêts et du problème du manque d'indépendance des auditeurs et autres instances de surveillance.

« On ne dirige pas une société avec 36 directeurs », fait observer **Daniel Bouton**, qui déclare que les effectifs des conseils d'administration ont enfin commencé à diminuer en France. L'autodiscipline fonctionne bien en France et Daniel Bouton attribue cette réussite à une adhésion sans réserve aux Principes de l'OCDE. Les 40 sociétés françaises cotées au CAC 40 ont toutes mis en place des comités d'audit. La majorité des conseils d'administration ont créé des comités sur les rémunérations qui sont totalement indépendants et ont défini précisément les compétences du conseil d'administration et de la direction. On constate que les entreprises sont de plus en plus nombreuses à opter pour un conseil d'administration plus indépendant et moins nombreux.

Daniel Bouton tient à souligner que les pouvoirs publics ne devraient pas être trop ambitieux dans le domaine de la réglementation. Il attire l'attention du groupe de réflexion sur le fait que la Commission européenne rédige actuellement des propositions sur l'ensemble de ces sujets. Il affirme que l'intérêt porté par la CE à ces questions « ouvre une possibilité de progresser collectivement en Europe sur la bonne voie », tout en appelant à la modération. « Nous avons besoin de pouvoir nous



Daniel Bouton

référer à des recommandations et à des principes communs, pas à des règles détaillées », précise-t-il. Il fait valoir en conclusion qu'il est « difficile pour une institution de résister à la tentation d'adopter une multitude de règles détaillées », mais au vu des résultats obtenus par l'OCDE, il pense qu'il est « tout à fait envisageable et qu'il serait très utile de chercher à améliorer la qualité du gouvernement d'entreprise grâce à l'adoption de principes communs au niveau de la Commission européenne. »

Gunnar Lund déclare que dans l'exercice de ses fonctions, il a consacré une bonne partie de son temps aux problèmes posés par des scandales financiers. L'attention portée depuis quelque temps aux questions ayant trait au gouvernement d'entreprise s'explique selon lui par ces affaires, ainsi que par le défi que représente le succès de la mondialisation. Gunnar Lund pense que la mondialisation peut procurer des avantages considérables, mais qu'il convient



John Plender



Donald J. Johnston

d'instaurer une « bonne discipline » pour canaliser les forces en jeu dans ce processus. La Suède doit pour y parvenir combiner autodiscipline et législation. Si le secteur des entreprises ne se montre pas à la hauteur de l'enjeu, il se dit prêt à légiférer pour l'obliger à faire ce qu'il faut.

John J. Sweeney insiste sur la contribution que la participation des salariés au capital des sociétés peut apporter à l'amélioration du gouvernement d'entreprise. Il rappelle que l'actionnariat des salariés, qui



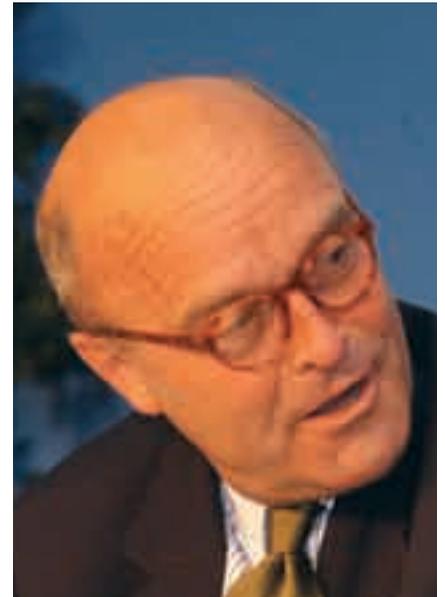
John J. Sweeney

représente un montant total de US\$7 milliards, est actuellement la première source de financement des fonds de placement aux États-Unis et que les salariés détiennent à présent 26 % des entreprises cotées. Les fonds de placement parrainés par des syndicats participent à des initiatives visant à améliorer le gouvernement d'entreprise, qui consistent notamment à proposer de nouvelles conditions d'admission à la cote à la Bourse de New York et au NASDAQ et à organiser des campagnes pour remplacer les mauvais administrateurs. Les syndicats ont participé à la révision des Principes de l'OCDE car ceux-ci constituent la seule norme internationale dans le domaine du gouvernement d'entreprise. En conclusion, ce que veulent les syndicats, c'est que la mondialisation bénéficie aux travailleurs autant qu'aux détenteurs de capital.

« Pourquoi avons-nous besoin de normes en matière de gouvernement d'entreprise ? », s'interroge **Lutgart Van den Bergh**.

« Parce que ces normes ont des effets positifs sur l'économie et la santé des nations. » Un système de gouvernement de qualité est pour elle un moyen, et non une fin en soi. Ce qui importe, c'est le fond, et non la forme. Et la transparence n'est pas tout : des études ayant porté sur des sociétés cotées en Belgique ont montré que les sociétés qui étaient les mieux notées sur le plan de la transparence et de la diffusion d'informations étaient celles qui se comportaient le plus mal lors des réunions du conseil d'administration. L'un des moyens d'améliorer la situation consiste à augmenter le nombre d'administrateurs extérieurs à la société et à nommer de meilleurs dirigeants. Cependant, une telle stratégie risque de se traduire par un accroissement des rémunérations versées, ce qui peut être un problème pour certaines entreprises.

Selon **Takaaki Wakasugi**, le Japon en est encore aux premiers stades de sa réflexion sur le gouvernement d'entreprise. Dans les années 90, se souvient-il, un grand nombre de scandales et d'affaires ont éclaté dans de grandes sociétés japonaises, ce qui a suscité un vague d'intérêt pour le gouvernement d'entreprise. En mars 2004, la Bourse de Tokyo a annoncé l'adoption de principes de gouvernement d'entreprise



Gunnar Lund

bâti sur le modèle de ceux de l'OCDE, mais la principale organisation patronale japonaise s'y est opposée. Le gouvernement a pour sa part rendu public en avril 2003 un nouveau Code du commerce, qui prévoit un nouveau système de comités et introduit une séparation entre le conseil d'administration et la direction, mais une centaine seulement des 1 500 plus grandes sociétés japonaises cotées à la Bourse de Tokyo l'ont adopté. L'attitude de la population est selon lui un obstacle. Même si les Japonais sont des capitalistes, ils ont un mode de pensée « socialiste » et considèrent que les bénéfices des actionnaires doivent être sacrifiés dans l'intérêt des salariés.

Donald J. Johnston clôture la séance en observant que l'OCDE n'a pas pour mission d'élaborer une « convention » sur le gouvernement d'entreprise, mais d'aider les gouvernements de ses pays membres à définir des pratiques exemplaires. Il indique que la rédaction des Principes de l'OCDE a représenté un véritable tour de force et que l'Organisation assurera le suivi de la mise en œuvre des Principes dans les pays membres. Les pays non-membres, quant à eux, trouveraient dans les Principes un outil irremplaçable, en particulier pour attirer des investissements étrangers. ■

Les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE révisés : conséquences pour les juristes

- **MODÉRATEUR : OLIVIER CHADUTEAU**, ASSOCIÉ-FONDATEUR, DAY ONE
- **EMMANUEL DU BOULLAY**, DIRECTEUR ET CO-FONDATEUR, INSTITUT FRANÇAIS DES ADMINISTRATEURS
- **MAÎTRE YVES DE MAHENGE**, AVOCAT, BARREAU DE PARIS
- **RAINER GEIGER**, DIRECTEUR ADJOINT, AFFAIRES FINANCIÈRES ET DES ENTREPRISES, OCDE

Les juristes d'entreprise peuvent jouer un rôle important au service de la qualité du gouvernement d'entreprise. Encore faut-il qu'ils sachent clairement quels intérêts ils représentent : ceux du PDG et du conseil d'administration, ceux des actionnaires de la société ou ceux des parties prenantes au sens large ? Tel fut le message des intervenants à ce groupe de réflexion qui s'est penché sur la contribution que les juristes peuvent apporter à la promotion du gouvernement d'entreprise en France.

« Nous pensons que les juristes sont de véritables acteurs du gouvernement d'entreprise », déclare **Rainer Geiger**. « Les juristes figurent parmi les intervenants qui exercent une fonction de veille. » Pour qu'ils soient en mesure de remplir cette fonction, les entreprises de certains pays de l'OCDE devront toutefois revoir la structure de leur service juridique. De leur côté, les juristes doivent avoir une idée claire du rôle qui leur incombe au sein d'une société s'ils veulent éviter de se retrouver mêlés à des conflits d'intérêts.

« Les juristes peuvent se retrouver piégés dans de graves conflits d'intérêts. Aujourd'hui, il n'existe aucun code de déontologie qui les guide dans leur conduite », indique **Yves de Mahenge**. Selon lui, ce dont les juristes ont besoin, c'est d'une définition plus transparente

de leurs responsabilités. Il est certain que les juristes se retrouvent de plus en plus souvent dans de véritables dilemmes déontologiques. Dans le cas d'une OPA hostile ou lorsque des accusations de malversations financières sont portées à l'encontre des dirigeants d'une société, les intérêts du directeur de la société et ceux des actionnaires ne convergent pas toujours.

Olivier Chaduteau se demande s'il convient d'établir une séparation entre les conseils juridiques travaillant pour les différents groupes d'intérêts au sein d'une société et, dans cette hypothèse, se pose la question du mode de financement qu'il convient d'adopter. Les intervenants sont arrivés à la conclusion que les actionnaires et le conseil d'administration devraient disposer de ressources financières leur permettant de recruter des conseils juridiques, ce qui n'est pas toujours le cas aujourd'hui en France.

Selon **Emmanuel du Boullay**, « le conseil d'administration ne dispose pas de ressources propres, ni d'ailleurs d'un budget. En cas de problème, il n'est pas simple de mobiliser des ressources autonomes pour se procurer les services de conseils juridiques si le besoin s'en fait sentir. » Il en va tout autrement aux Pays-Bas où le conseil d'administration peut se voir légalement attribuer un budget qui lui confère une plus grande autonomie pour faire appel à des conseils juridiques indépendants. Il s'agit pour **Emmanuel du Boullay** « d'une grande innovation ». **Rainer Geiger** renchérit en affirmant qu'il « serait judicieux d'ajouter » aux Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE l'attribution d'une enveloppe destinée à financer la rétribution de conseils juridiques indépendants.

Les intervenants estiment que les juristes doivent en outre travailler en collaboration

plus étroite avec d'autres spécialistes présents au sein de l'entreprise, et notamment avec les services comptables, afin de mettre l'entreprise à l'abri de toute pratique illicite, de toute forme de comptabilité créative notamment. Selon **Yves de Mahenge**, « il n'y a guère de coopération entre les juristes et les autres spécialistes. Dans tous les scandales retentissants qui ont éclaté récemment, dont l'affaire Enron, on a souvent constaté des abus, mais aussi un manque de coopération entre les représentants de différentes disciplines. Paradoxalement, le fait que les juristes et les réviseurs comptables ne doivent pas être associés ne signifie pas qu'ils ne peuvent travailler ensemble. » **Yves de Mahenge** est fermement convaincu qu'il ne devrait pas y avoir de cloisonnement entre les différentes professions représentées au sein d'une société et que lorsque des aspects juridiques et comptables sont en jeu, juristes et comptables ont besoin de réfléchir ensemble.

Les juristes doivent également définir précisément dès le départ leurs fonctions et leurs responsabilités. Même si cela peut paraître surprenant, les juristes ont tendance en France à conclure oralement les accords portant sur leurs responsabilités, sans recourir à l'écrit. « Nous avons contracté de très mauvaises habitudes dans la profession », déclare **Yves de Mahenge** en évoquant la situation en France. « Lorsqu'une entreprise nomme un juriste, elle devrait impérativement tout consigner par écrit » pour éviter toute ambiguïté. « On se rendra peut-être compte alors du besoin d'avoir un juriste pour les directeurs et les sociétés. » Les intervenants considèrent qu'afin d'éviter les conflits d'intérêts, un juriste ne devrait pas siéger au conseil d'administration de la société au sein de laquelle lui ou d'ailleurs tout autre membre du cabinet dont il dépend, dispense ses avis. ■



EUROPEAN LEADERSHIP FORUM

December 6-7, 2004, The Four Seasons Hotel, George V, Paris

Driving performance & growth

After a long period of underperformance, economic prospects for Europe and her corporate leadership are finally looking up. Growth, competitiveness and productivity are high on the strategic agenda again. But how to deliver robust performance and solid growth for the upturn? Issues around innovation, job creation, performance, corporate strategy evolution, and global relations will all take centre stage at the fourth annual European Leadership Forum. Bringing together the region's foremost business leaders and policy-makers, BusinessWeek's flagship event will provide a platform for cross-industry discussion and debate of the highest level.

Speaker highlights include:

Jeroen van der Veer
Group Managing Director, President and CEO,
Royal Dutch/Shell Group of Companies.

Thierry Breton
Chairman & CEO France Télécom

Roberto Polli
Chairman, ENI SpA

Dr Peter Ammon
Director General Economic Affairs,
Ministry of Foreign Affairs, Germany

Andrea Pininfarina
Chief Executive, Pininfarina Group

Felix Tornberg
President & Chief Executive,
Wetm International

Giuliano Berretta
Chief Executive, Eutelsat

Jean Stephenne
President, GlaxoSmithKline Biologicals

Maria Livanos Cottaul
Secretary General,
International Chamber of Commerce

Charles Banks
Group Chief Executive, Wobley plc

If you would like to be considered for either speaker or delegate participation, please contact Philippa Jackson, philippa@influencegroup.com

Sponsored by

accenture
High performance. Delivered.

**INVEST
KOREA**

Supporting Sponsor

**STANDARD
& POOR'S**

CNET Networks®

Official Broadcast Partner

**Bloomberg
TELEVISION**

Official PR Partner

Opily

Opily Public Relations BusinessWeek.com

Soins de santé : équité et accès

Équilibrer les droits

- **MODÉRATEUR : JULIO FRENK**, MINISTRE DE LA SANTÉ, MEXIQUE
- **JEAN-PIERRE GARNIER**, PDG, GLAXOSMITHKLINE
- **BARONNE SALLY GREENGROSS**, CO-PRÉSIDENTE, ALLIANCE POUR LA SANTÉ ET L'AVENIR
- **JOHN HUTTON**, MINISTRE DÉLÉGUÉ À LA SANTÉ, ROYAUME-UNI
- **CHRISTOPH THALHEIM**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, PLATEFORME EUROPÉENNE DES SCLÉROSÉS EN PLAQUES

Très représentative de l'esprit du Forum de l'OCDE, cette séance est l'occasion de procéder à un vaste débat avec des ministres chargés de la santé, un haut responsable d'un laboratoire pharmaceutique, un membre d'un groupe de défense des intérêts des malades et un représentant d'une association de promotion de la santé, face à un public composé de parties prenantes, de spécialistes et de professionnels de la santé.

De l'avis de **John Hutton**, les problèmes auxquels sont confrontées les autorités nationales chargées de la santé sont complexes. La nécessité d'assurer l'équité ne



Baronne Sally Greengross



Julio Frenk et Jean-Pierre Garnier

fait aucun doute, mais la question est de savoir comment financer les mesures requises ; or, à cet égard, les pouvoirs publics adoptent des approches diverses. Le marché libre est incapable de garantir l'équité par lui-même, ce qui signifie que les pouvoirs publics doivent intervenir, d'où des pressions sur les ressources budgétaires et celles de l'assurance maladie.

Jean-Pierre Garnier rappelle que le système à payer unique fondé sur les dépenses publiques est en faillite, et qu'un modèle nouveau, plus viable, s'impose. Les pressions qui s'exercent sur les laboratoires pharmaceutiques en vue d'une limitation des coûts auront des répercussions négatives sur la mise au point de nouveaux médicaments. Il fait aussi état de la façon dont le marché boursier interprète la situation, la capitalisation boursière des laboratoires pharmaceutiques ayant fortement diminué au cours de ces dernières années.

Un grand nombre d'avancées se sont produites dans le secteur de la santé, mais elles ont parfois amené de nouveaux problèmes. Par exemple, le vieillissement de la population et l'augmentation

de la longévité ont fait croître les attentes du public et entraîné une hausse du coût des soins de santé. La recherche médicale est en quelque sorte victime de son succès. L'innovation est prise dans un dilemme. Un grand nombre de pays de l'OCDE dépensent davantage pour les génériques et moins pour les traitements nouveaux, déclare Jean-Pierre Garnier.

Selon **Sally Greengross**, les progrès réalisés dans le domaine des soins de santé ont notamment des répercussions très positives pour la prise en charge médicale de l'enfant et de la famille car, par exemple, le suivi des malades est mieux assuré et leurs antécédents médicaux sont retracés avec plus de précision. Cependant, au Royaume-Uni, un nouveau problème social commence à se poser : dans bien des cas, les personnes âgées relativement en bonne santé ont plus difficilement accès aux centres de soins et à des médicaments qui leur conviennent, étant donné qu'en règle générale, les essais cliniques ne portent pas sur les personnes de plus de 65 ans. Elle souligne qu'en outre, les personnes âgées sont privées de la possibilité d'obtenir des services courants comme l'assurance, la location de voitures ou les prêts d'études.



Jean-Pierre Garnier

Il est merveilleux de pouvoir vivre plus longtemps, mais encore faut-il pouvoir vieillir en bonne santé et jouir de tous les droits.

Christoph Thalheim pense que s'il est évidemment important d'assurer l'accès aux soins de santé pour tous, les personnes qui souffrent de certaines maladies doivent recevoir une attention particulière de la part des pouvoirs publics.

C'est précisément le cas de celles qui sont atteintes de sclérose en plaques. Certains pays comme le Royaume-Uni ont beaucoup fait pour assurer une prise en charge sérieuse de ces malades, accroître leur mobilité et les aider à faire face aux

symptômes. Christoph Thalheim signale qu'il existe 450 000 sclérosés en plaques dans les 25 pays de l'UE, leur nombre étant de 600 000 pour l'Europe dans son ensemble.

Si les pouvoirs publics des pays de l'OCDE sont confrontés, dans le domaine de la santé, à des problèmes à peu près semblables, ils suivent des approches diverses pour des motifs d'ordre historique, social et démographique. Le public se montre particulièrement intéressé par celles que le gouvernement du Royaume-Uni a adoptées, avec les marchés internes et d'autres réformes destinées à améliorer l'efficacité, réduire les délais d'attente, etc. Une question du public s'inquiète de l'apparition de systèmes de santé à deux vitesses dans les pays de l'OCDE.

John Hutton en particulier reconnaît qu'il existe à cet égard un risque au Royaume-Uni, mais explique que l'action gouvernementale vise à encourager la concurrence entre les prestataires de services de toutes sortes en vue d'améliorer la qualité, ainsi qu'à accroître l'accès aux soins.

Le Mexique est un pays qui a fait beaucoup d'efforts pour renforcer l'équité dans l'accès aux soins. **Julio Frenk** résume les débats de cette séance en énonçant les trois grandes dimensions du problème auxquelles sont confrontés les pouvoirs publics :

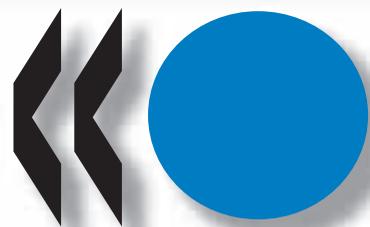


John Hutton

- la dimension technique, à savoir essentiellement l'innovation et la médecine fondée sur des données probantes ;
- la dimension éthique (les valeurs d'équité, d'accès universel, d'intégrité et d'impartialité) ;
- la dimension politique (mise en œuvre et responsabilité).

Les responsables de l'action gouvernementale devront garder à l'esprit ces trois dimensions, qui sont les axes autour desquels doit s'articuler la recherche de l'équité dans l'accès aux systèmes de santé. ■

SourceOECD



Un seul abonnement institutionnel permet un accès illimité aux ouvrages, périodiques et statistiques de l'OCDE

24 heures sur 24, 7 jours sur 7

www.SourceOECD.org

Cancer et environnement

Le mal du siècle ?

- **MODÉRATEUR : CHRIS BROOKS**, DIRECTEUR DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET DE LA COMMUNICATION, OCDE
- **INTERVENANT PRINCIPAL : DOMINIQUE BELPOMME**, PROFESSEUR, UNIVERSITÉ PARIS V, ET PRÉSIDENT, ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE THÉRAPEUTIQUE ANTI-CANCÉREUSE (ARTAC)

Sur le lien entre cancer et environnement, **Dominique Belpomme** dresse le constat suivant : en France, 150 000 personnes meurent d'un cancer chaque année (sur 280 000 cas diagnostiqués), ce qui représente un doublement du nombre de victimes en 50 ans. Le cancer est une maladie extrêmement complexe. En dépit des découvertes récentes, il est fort peu probable que nous soyons en mesure de l'éradiquer d'ici une vingtaine d'années. Le tabac étant à l'origine d'environ 25 % des cancers et le mode de vie étant apparemment en cause dans 25 à 30 % des cas (notamment du fait des habitudes alimentaires et de certains traitements hormonaux administrés aux femmes), on estime que la pollution est responsable de bien plus de cas de cancer qu'on ne le supposait jusqu'à présent.

L'explication est toute simple : les substances chimiques qui se trouvent dans les agents polluants sont cancérogènes. Aux États-Unis, le National Cancer Institute a réalisé une étude sur la pollution de l'air dans les grandes villes américaines qui a montré que les cas de cancer du poumon étaient plus fréquents dans ces zones. C'est à la même conclusion qu'est parvenue une étude menée récemment en France : selon ses auteurs, 10 % des cancers du poumon sont la conséquence de la pollution de l'air et des produits chimiques de plus en plus présents dans notre alimentation du fait de l'utilisation de pesticides et autres produits de même nature.

Dominique Belpomme met l'accent sur la multiplication des cancers chez l'enfant, aux États-Unis comme en Europe. Les produits chimiques sont de plus en plus souvent responsables des maladies actuelles, qui ne sont plus seulement

d'origine microbiologique ou virale, comme en témoigne l'incidence grandissante de l'asthme chez l'enfant, explique-t-il. Il est donc impératif de mieux maîtriser les nouvelles substances chimiques. Des programmes tels que le système pour l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des produits chimiques (REACH), qui a pour but de faire appliquer une forme de réglementation en matière de produits chimiques, feront avancer les choses.

Tout au long de son intervention, Dominique Belpomme insiste sur le fossé qui sépare le point de vue de la communauté scientifique et les déclarations des hommes politiques. Cet état de fait est exposé dans un document récent baptisé l'Appel de Paris, qui n'est autre qu'une charte internationale destinée à attirer l'attention du public sur les maladies dues à la pollution chimique. Cette charte, signée par des universitaires reconnus et des chercheurs récompensés par des prix Nobel, s'articule autour de trois idées fortes : de nombreuses maladies sont liées à l'environnement ; la santé infantile est en danger ; en réalité, c'est l'espèce humaine elle-même qui est menacée.

Plusieurs questions sont posées par le public. L'un des participants fait remarquer qu'il est surprenant de constater que de nombreuses études sont menées sur les effets du tabac, alors que les produits chimiques et les engrais, susceptibles d'être des sources non négligeables de substances cancérogènes, ne font pas l'objet d'un tel effort. Un grand nombre de substances, même les vitamines et l'aspirine, s'avèrent cancérogènes lorsqu'elles sont consommées à fortes doses, précise Dominique Belpomme. Un autre participant demande comment tout un chacun est censé agir, sachant que de

nombreux produits domestiques mettent l'utilisateur en garde contre les dangers que représentent certains de leurs composants potentiellement cancérogènes. Pour Dominique Belpomme, étant donné la difficulté de tester tous ces produits, il convient de respecter systématiquement le principe de précaution.

Enfin, un autre participant fait remarquer le décalage entre la position des scientifiques et celle des pouvoirs publics sur ce sujet. D'après Dominique Belpomme, seule la pression du public et des ONG permettra de combler ce fossé. Le danger est à ce point imminent qu'un nouveau « Plan Marshall » est indispensable. Pourtant, tout en soulignant qu'une véritable volonté politique est nécessaire pour agir, il insiste sur le fait qu'il est essentiel de travailler en phase avec le monde de l'industrie pour que les choses changent vraiment. ■

Soyez les premiers informés

OECD *direct*

Gratuit

et sans obligation d'achat

Service d'alerte

par e-mail

Recevez

chaque semaine une information synthétique sur les nouvelles publications

Choisissez

parmi un grand nombre de thèmes et de lettres d'information gratuites

Modifiez

vos critères, et vos choix à tout moment

Gardez

le contrôle

ENREGISTREMENT GRATUIT

www.oecd.org/OECDdirect

Combattre le cancer au XXI^e siècle

Comment humaniser recherche et traitement

- **MODÉRATEUR : CHRIS BROOKS**, DIRECTEUR DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET DE LA COMMUNICATION, OCDE
- **DAVID KHAYAT**, PRÉSIDENT, INSTITUT NATIONAL DU CANCER, FRANCE

Selon David Khayat, « pour les patients atteints d'un cancer, la vie s'arrête deux fois. » La première fois à l'annonce du diagnostic, et la deuxième parce qu'ils doivent renoncer au mode de vie qui était le leur, du point de vue professionnel, mais aussi dans les relations avec leur entourage. En France, précise-t-il, aujourd'hui encore, parler du cancer reste tabou. Reprenant les propos du Président Jacques Chirac, il ajoute : « Il est indispensable de changer l'image de cette maladie ; comment peut-on combattre un ennemi dont on n'ose même pas prononcer le nom ? ».

Lors de son élection pour un second mandat présidentiel, Jacques Chirac a décidé de faire de la lutte contre le cancer sa priorité numéro un. Le rôle de l'Institut national du cancer est justement de coordonner cet effort. « Les statistiques de la France en matière de cancer sont les plus mauvaises en Europe », a déclaré le président, le taux de mortalité y étant le plus élevé avec 280 décès pour 1 000 personnes atteintes d'un cancer.

Sur les 280 000 nouveaux cas de cancer recensés chaque année, 150 000 connaissent une issue fatale. Entre 1980 et 2000, le taux de cancer a doublé. « Toutes les deux minutes, un nouveau cas est diagnostiqué » explique David Khayat, « et toutes les trois secondes et demie, une personne meurt. » Le cancer du sein tue une femme par heure, tous les jours, toute l'année. Le nombre de mélanomes malins



Chris Brooks

double tous les dix ans en France, ce type de cancer touchant une personne sur 75. Et pourtant, continue-t-il, la France est le meilleur endroit possible où se faire soigner. « En gros, si vous n'êtes pas malade, ne venez pas vivre ici, mais si vous l'êtes, alors vous serez mieux ici que n'importe où ailleurs », conclut-il.

Pour David Khayat, « notre point faible, c'est la prévention », en particulier en ce qui concerne le tabac. Le cancer du poumon touche avant tout les hommes, mais la France détient aussi la palme européenne en ce qui concerne le taux d'enfants fumeurs. « Si nous ne sommes pas capables d'agir par simple humanisme, faisons-le au moins pour des raisons économiques », lance-t-il, provocateur. La France souffre en outre d'un manque de matériel de dépistage du cancer du sein, et d'un accès insuffisant à l'imagerie médicale, notamment aux PET-scans. C'est pourquoi l'Institut national du cancer a choisi de consacrer 13 % de son budget à la prévention. Sa première campagne d'information concernera le mélanome malin.

La lutte contre le cancer en France va également prendre une nouvelle orientation puisque le patient sera désormais activement impliqué dans son traitement. « Nous devons stimuler et soutenir la détermination du patient à guérir », explique David Khayat. Une enquête menée récemment a révélé un décalage sensible entre médecins et patients. Lorsqu'on leur demande quelle est leur principale préoccupation, 70 % des médecins répondent que c'est la douleur, alors que 70 % des patients répondent que c'est la fatigue. « Notre approche n'est pas la bonne », conclut David Khayat.

Il faut que les médecins soient conscients des attentes de leurs patients. Jusqu'ici, la guérison était la priorité, et si elle passait par l'ablation du larynx ou d'un sein, on ne prenait même pas la peine de demander son avis au patient. Aujourd'hui, nous essayons d'employer des moyens moins traumatisants, par exemple en recourant à la chimiothérapie pour tenter de sauver un sein ou à la radiothérapie pour épargner le larynx. « Nous nous rendons enfin compte que nous sommes face à un patient, pas seulement à une maladie. » Il faut aussi « rendre nos méthodes plus humaines ...



David Khayat

Par ailleurs, la recherche doit prendre une dimension internationale » et favoriser la confrontation des connaissances dans l'optique de mettre en place une sorte de « recueil » de bonnes pratiques. Il s'agit là d'un projet de grande envergure dont le coût sera élevé, mais ça n'en est pas moins une nécessité absolue. Une véritable coopération internationale facilitera la découverte de nouveaux médicaments.

Chris Brooks s'interroge sur les effets de l'environnement sur le cancer. David Khayat insiste sur la nécessité de rester objectif : « Il s'agit d'un débat moins scientifique que politique... (et) en tant que chercheur, je ne veux pas m'en mêler. » Il souligne en outre que le fait de recenser un plus grand nombre de cancers chez l'enfant ne signifie pas forcément que le nombre de cancers augmente, mais peut-être que les outils de diagnostic se sont améliorés. Les techniques de dépistage actuelles sont plus performantes qu'il y a 20 ou 30 ans. « Inutile de faire souffler un vent de panique sur la France », ajoute-t-il.

« Nous pouvons planifier nos recherches, mais pas nos découvertes », explique David Khayat. « Qui aurait pu deviner qu'un dérivé du platine s'avérerait un traitement efficace contre le cancer des testicules ? Cette découverte a été fortuite. » La recherche reste donc incontournable, et les découvertes viendront probablement plutôt des petites sociétés de biotechnologie. Or, elles ne seront sans doute pas en mesure de mettre au point les applications cliniques et devront, pour ce faire, s'en remettre aux grands laboratoires pharmaceutiques. Il y a quelques années, on pensait que le cancer serait éradiqué avant l'an 2000. « Le cancer existera toujours », conclut David Khayat, « mais un jour viendra où il ne tuera plus. » ■

Pour défendre la mondialisation

Tirer le meilleur parti de la mondialisation

- MODÉRATEUR : **JOHN ROSSANT**, RÉDACTEUR EN CHEF POUR L'EUROPE, *BUSINESSWEEK*
- **JAGDISH BHAGWATI**, PROFESSEUR D'ÉCONOMIE, UNIVERSITÉ DE COLUMBIA, ÉTATS-UNIS

« En présence d'autant de ministres du Commerce au siège de l'OCDE à Paris, j'ai été un instant tenté de les attirer dans une salle de réunion et de les enfermer avec **Jagdish Bhagwati** pour essayer de remettre le Programme de Doha sur les rails. » Le compliment de **John Rossant**, bien que formulé sur le ton de la plaisanterie, est amplement mérité. Auteur de plus de 40 ouvrages d'économie et conseiller auprès de l'OMC, Jagdish Bhagwati, avec ses idées sur la façon dont le commerce peut contribuer au développement, aurait été en effet la personne idéale pour donner l'élan nécessaire au Programme de Doha pour le développement, à quelques heures seulement de la réunion du groupe d'experts du commerce du Forum de l'OCDE et celle du Conseil au niveau des ministres de l'OCDE, qui devaient se prononcer sur la question.

Après l'échec de Cancún en septembre 2003, la première réaction de Jagdish Bhagwati a été de dire : « Il ne faut pas se lamenter sur Cancún. » Il estime en effet que Cancún doit plutôt être considéré comme un pas en avant car le monde a enfin pu constater que les États-Unis commençaient dès le début à faire les concessions nécessaires. D'après lui, c'est l'Union européenne qui a traîné les pieds pendant les négociations – au point que plusieurs concessions américaines aux pays du Sud ont dû être revues à la baisse pour composer avec les Européens. Jagdish Bhagwati se dit aujourd'hui optimiste à propos des pourparlers qui vont s'engager. « Les Européens comme les Américains vont depuis quelque temps dans la bonne direction, et certains des pays du Sud, notamment le Brésil et l'Afrique du Sud, se sont également exprimés dans le bon sens. » Selon lui, le Sud doit comprendre que, s'il veut obtenir la suppression des subventions agricoles dans les pays riches, cela ne peut se faire qu'au niveau multilatéral.

Dans son argumentation en faveur de la mondialisation en général, Jagdish Bhagwati rappelle les bienfaits qui peuvent lui être attribués, parmi lesquels l'augmentation du nombre d'enfants scolarisés et le déclin du travail des enfants dans le monde. Il voit deux forces distinctes dans le mouvement anti-mondialiste : le camp des revendicateurs et celui des défenseurs d'intérêts acquis. « Les premiers diabolisent la mondialisation et n'ont qu'un seul but, tel le vampire face à sa victime, celui d'atteindre le cœur et le détruire. » Ceux-ci ne proposent, selon lui, guère de solutions et il est très difficile de dialoguer avec eux, même s'ils ont leur utilité pour mettre le doigt sur les problèmes.

« Je pense que ce camp est en train de perdre du terrain, comme en atteste le calme qui a régné lors des dernières réunions internationales » par rapport aux émeutes de ces dernières années. « Dans l'autre camp, qui s'oppose toujours à la mondialisation, mais pour défendre des intérêts acquis, on devient plus réaliste ; leurs porte-paroles sont prêts à s'asseoir à la table des négociations et à débattre pour tenter de changer le système de cette façon. » La principale préoccupation de ces militants a trait, selon lui, aux conséquences de la mondialisation sur le plan social – un argument qu'il juge valable.

À l'instar de Gerhard Schröder et de Bill Clinton, Jagdish Bhagwati juge nécessaire de « donner à la mondialisation un visage humain », mais il estime que les gouvernements doivent contribuer à accélérer le processus pour améliorer la mondialisation.

Où va la mondialisation ? Existe-t-il un consensus sur le modèle de société qu'elle engendre ? Dans certains grands pays européens, le déclin de l'État providence a été imputé à une certaine forme d'américanisation. Jagdish Bhagwati met



Jagdish Bhagwati

en garde contre des changements de cap trop radicaux : « Les pays européens qui réforment l'État providence doivent veiller à ne pas aller trop loin, car la remise en question du filet de protection sociale entraîne un repli sur la famille, qui peut à son tour aboutir à la désintégration du noyau familial – un problème pour toute société, quelle qu'elle soit. »

Jagdish Bhagwati estime que le développement des systèmes de communication de masse a eu des effets globalement positifs sur la mondialisation. « Dans le passé, plus les événements étaient éloignés des individus, moins ils leur semblaient importants ; aujourd'hui, du fait de l'attention que leur portent les médias, les événements les plus lointains prennent une dimension nouvelle aux yeux des gens, parfois plus grande que celle des événements locaux. »

La question du terrorisme international est abordée : constitue-t-il une menace pour la mondialisation ? À cette question, Jagdish Bhagwati répond que « le fondamentalisme semble présent partout, même à l'OCDE. Il importe de ne pas confondre réaction contre le modernisme et réaction contre l'Occident. » Il se dit convaincu que les mesures prises pour en finir avec le féodalisme dans le monde sont efficaces. ■

L'économie mondiale en 2004

Village mondial ou château de cartes ?

- **MODÉRATEUR : SERGE MARTI**, RÉDACTEUR EN CHEF, *LE MONDE ÉCONOMIE*, FRANCE
- **JEAN-PHILIPPE COTIS**, ÉCONOMISTE EN CHEF, OCDE
- **PADMA DESAI**, DIRECTRICE, CENTER FOR TRANSITIONAL ECONOMIES, UNIVERSITÉ DE COLUMBIA, ÉTATS-UNIS
- **HAMISH MCRAE**, RÉDACTEUR ADJOINT, *THE INDEPENDENT*, ROYAUME-UNI
- **IVAN MIKLOS**, VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES FINANCES, RÉPUBLIQUE SLOVAQUE
- **CLYDE V. PRESTOWITZ**, PRÉSIDENT, ECONOMIC STRATEGY INSTITUTE, ÉTATS-UNIS
- **LI SHANTONG**, DIRECTRICE, DÉPARTEMENT DE DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE ET D'ÉCONOMIE RÉGIONALE, CENTRE DE RECHERCHE SUR LE DÉVELOPPEMENT, CHINE



Très attendue, la séance consacrée à l'économie mondiale en 2004 a permis l'expression de différents points de vue, allant d'une vision alarmiste des perspectives économiques mondiales à un solide optimisme pour 2004. Pour 2005, le tableau est mitigé.

Les toutes dernières *Perspectives économiques de l'OCDE* venant juste d'être publiées, **Serge Marti**, modérateur, commence par donner la parole à **Jean-Philippe Cotis**, qui qualifie les perspectives mondiales d'encourageantes, en particulier aux États-Unis, en Asie, dans plusieurs pays

anglophones et en Scandinavie. Ce sont notamment les performances de la Chine et du Japon qui tirent ce retournement de conjoncture, avec une économie américaine qui crée désormais des emplois et « une marée mondiale montante sur le point d'entraîner le bateau européen. » Mais Jean-Philippe Cotis regrette que le continent européen ne contribue que faiblement à ce redressement.

En effet, le risque est aujourd'hui élevé d'une polarisation de la croissance dans le monde, la divergence entre les États-Unis et l'Europe aggravant les problèmes de balance des paiements. L'Allemagne, la France et l'Italie doivent fournir davantage d'efforts pour déverrouiller l'activité. Une très grande incertitude entoure les perspectives tarifaires du pétrole, dont les prix, au moment du Forum, ont déjà atteint des niveaux record. Jean-Philippe Cotis émet des doutes sur la pérennité de cette hausse, ajoutant que si l'on peut compter sur la poursuite de la croissance en 2005, il faut toutefois rester prudent.



Serge Marti et Jean-Philippe Cotis



Li Shantong

« Je considère que l'avenir est très noir », commence **Clyde V. Prestowitz**. « Toutes ces opinions optimistes me rappellent l'orchestre continuant à jouer sur le Titanic alors que le navire se dirigeait droit sur l'iceberg. » Il se dit consterné de la hausse irrépessible du déficit des États-Unis, récemment chiffré à US\$46 milliards pour un seul mois. Selon lui, les États-Unis « font la fête » avec les fonds du reste de la planète. Il se montre sceptique quant à la pérennité de la situation et met en exergue les dangers d'un réajustement brutal. « L'ensemble de l'économie mondiale est un château de cartes », affirme-t-il.



Hamish McRae

La Chine est un autre pays en plein essor, mais la présentation par **Li Shantong** de quelques chiffres impressionnants sur son pays ne l'empêche pas de souligner l'excès d'investissement désormais obtenu avec une croissance moyenne de 26 % en 2003. Dans certains secteurs, la croissance a même été plus forte : 96 % dans le fer et l'acier, 120 % dans le ciment. En réponse à une question du public, Li Shantong reconnaît l'existence d'une « bulle en Chine, notamment immobilière. »

Qu'en est-il de l'Europe ? **Ivan Miklos** estime que l'élargissement de l'Union européenne aura un effet positif sur la compétitivité et la croissance. Il souligne aussi que les politiques adoptées par la République slovaque, par exemple la réforme fiscale, encourageront la concurrence fiscale avec les États membres antérieurs. L'adoption récente par son pays d'un taux d'imposition uniforme des individus et des sociétés de 19 %, avec une TVA au même niveau, a eu pour effet immédiat de faire baisser le taux d'imposition de l'Autriche voisine.

Hamish McRae qualifie cette situation d'« inversion du rapport de forces habituel. » Il estime aussi que le pouvoir économique se réduit dans la zone OCDE au profit de nouveaux pays. **Padma Desai** note que la Chine et le Japon se sont écartés du schéma d'action des États-Unis et de l'Europe. Le contrôle centralisé des leviers de l'action publique y est fort et ces pays « ont maintenu un taux de change faible dans le but de favoriser les exportations et de saisir ainsi les débouchés qui s'offraient à eux. »

Plusieurs personnes dans le public évoquent avec un certain recul les perspectives économiques mondiales à moyen et à long terme, se demandant si les enseignements des 20 dernières années ont



Clyde V. Prestowitz

été correctement pris en compte. Fort de sa grande expérience de journaliste, Serge Marti fait le commentaire suivant : « *Les Perspectives économiques* positives que publie aujourd'hui l'OCDE me rappellent un rapport tout aussi optimiste de 1994, l'année de l'adhésion du Mexique à l'OCDE. Que s'est-il ensuite passé ? En décembre 1994, nous avons eu la crise mexicaine, suivie en 1997 de la crise financière asiatique et de la crise russe. »

Et Clyde V. Prestowitz de noter, dans une remarque qui recueille l'assentiment général : « Dans la vie, l'incertitude est la seule chose certaine. » ■



Ivan Miklos

Table ronde des ministres de la Santé

Améliorer les performances des systèmes de santé

- MODÉRATEUR : **JULIO FRENK**, MINISTRE DE LA SANTÉ, MEXIQUE
- INTERVENANT PRINCIPAL : **ANDREW VON ESCHENBACH**, DIRECTEUR, NATIONAL CANCER INSTITUTE, ÉTATS-UNIS

Andrew von Eschenbach lance le débat en exposant les énormes progrès accomplis dans la lutte contre le cancer, et insiste avec force sur les avantages multiples de la recherche et de l'innovation technologique dans le domaine des soins de santé. Il ajoute que nous avons atteint un « moment magique » et que grâce à la technologie et à une meilleure compréhension des « mécanismes » du cancer, il prévoit « une ère au cours de laquelle on pratiquera l'oncologie personnalisée. » Autrement dit, les traitements anti-cancéreux seront adaptés au profil génétique des patients. Cette ère de la médecine « sur mesure » entraînera d'énormes conséquences en matière d'amélioration de la qualité et de l'efficacité des soins, ajoute-t-il. À titre d'exemple, les coûts pourraient baisser à mesure que le délai entre l'intervention et le succès du traitement se raccourcit. Mais cette période n'advient pas sans investissement permanent dans les technologies de pointe comme les biotechnologies, le diagnostic et l'imagerie moléculaires, pour financer les outils nécessaires à ces soins de santé d'un nouveau type.



Julio Frenk et Andrew von Eschenbach

Pour l'essentiel, Andrew von Eschenbach a parlé de l'environnement qui permettra de faire avancer les connaissances médicales, explique **Julio Frenk**. Il fait observer qu'au Chili, le revenu par habitant est actuellement égal à celui qu'affichaient les États-Unis en 1900, mais que l'espérance de vie dans ce dernier pays était alors de 40 ans contre 70 dans le Chili d'aujourd'hui. Cette augmentation de l'espérance de vie est due à l'amélioration des connaissances et non simplement à l'accroissement de la richesse, étant donné que le savoir est internalisé par les individus dans leur comportement quotidien et peut se muer en innovation. Compte tenu de l'enjeu consistant à veiller à ce que le savoir continue d'augmenter au profit de l'humanité, le modérateur pose trois questions cruciales aux membres du panel : (1) les pouvoirs publics apportent-ils un soutien suffisant à l'innovation ? (2) les chercheurs s'occupent-ils des problèmes sanitaires urgents ? (3) dans la négative, les pouvoirs publics peuvent-ils modifier leur mode de fonctionnement pour remédier à la situation ?

Autour de la table, les réponses tiennent en quelques mots : les pouvoirs publics ont beaucoup de pain sur la planche. Le secrétaire d'État à la Santé des États-Unis, **Tommy Thompson**, met au défi d'autres pays de l'OCDE de supprimer le contrôle des prix pour dégager des fonds qui serviront à financer l'innovation. Il en appelle également à ses homologues pour qu'ils créent plus d'instituts nationaux de la santé du type de ceux que les États-Unis ont mis en place. Cela permettrait d'étoffer la base mondiale de savoir. Il conviendrait d'effectuer davantage de recherche en Asie, en Amérique du Sud et au sein de



l'Union européenne. Les États-Unis sont prêts à donner des conseils, et même à contribuer au financement de la création de ces centres de recherche, ajoute le secrétaire d'État. L'enjeu ne saurait être sous-estimé et, à cet égard, Tommy Thompson presse les gouvernements de se préparer non seulement en vue d'épidémies mondiales de maladies infectieuses mais aussi pour des actes de terrorisme biologique, étant donné que des virus qui provoquaient des maladies au XIX^e siècle pourraient être utilisés comme armes de destruction



Tommy Thompson

massive. Selon le secrétaire d'État, il est peu probable que le secteur privé mette au point des vaccins contre les maladies que ces virus provoqueraient. C'est donc aux gouvernements qu'il appartient de le faire. « Qui va prendre en charge le coût financier de cette mission de dimension mondiale ? », demande-t-il dans ce qui apparaît comme un appel à d'autres pays pour qu'ils partagent le fardeau avec les États-Unis.

Certains ministres comme **Mihály Kókény** (Hongrie) ne partagent pas cet avis sur le financement de l'innovation en matière de



Sir William Castell, Jacques-François Martin et Henry McKinnell

soins de santé. « En général, l'innovation entraîne une hausse des prix », déclare le ministre hongrois. Pour fournir des soins de qualité, ajoute-t-il, les pays doivent envisager de se plier à une « discipline technologique » afin d'obtenir un bon rapport coût-efficacité. Dans un contexte de restrictions budgétaires, cela passera par des incitations à la mise au point de produits vraiment efficaces, et non de produits peu efficaces mais pourtant coûteux. **Klaus Theo Schröder**, secrétaire d'État au ministère allemand de la Santé et des Affaires sociales, évoque la nécessité d'utiliser les deniers publics de manière rationnelle et **John Hutton**, secrétaire d'État à la Santé du Royaume-Uni, ajoute qu'il convient de définir des priorités pour « s'assurer d'investir dans des résultats » et « réduire au minimum les pertes d'efficacité ».

Tous les ministres conviennent que le financement de l'innovation dans le domaine de la santé n'est pas chose facile mais certains expriment des vues différentes quant à l'enjeu. « La santé conduit à la prospérité » est un leitmotiv que l'on retrouve dans la bouche de plusieurs membres du panel comme le ministre irlandais de la Santé et de l'Enfance, **Micheál Martin**. Ce dernier plaide pour que les pouvoirs publics considèrent la santé comme un investissement, au même titre que l'éducation, ajoutant que son pays a pris des mesures pour créer un institut national de la santé, sur le modèle américain. Les soins de santé ont un prix, déclare John Hutton ; les dépenses dans ce domaine doivent par conséquent être ciblées sur de véritables améliorations de la qualité de vie. Il ajoute que pour formuler des jugements de cette nature, il nous faudrait des outils de meilleure qualité.

Mais en voulant faire des économies à l'aveuglette, on risque de faire fausse route comme le montrent les terribles erreurs commises dans le passé, déclare **Per Wold-Olsen**, président de santé humaine – Europe, Proche-Orient et Afrique, Merck & Co. Il fait valoir qu'en limitant l'accès aux statines, médicaments utilisés dans les thérapeutiques cardiovasculaires, les pays de l'UE ont vu mourir des dizaines de milliers de patients et ont dû supporter des coûts de soins de santé plus élevés au cours de la dernière décennie. Qui plus est, en raison de la faiblesse de la protection de la propriété intellectuelle, des entraves imputables aux gouvernements et du manque d'incitations, il ne reste plus que quatre ou cinq fabricants de vaccins possédant le savoir et la capacité d'en trouver de nouveaux alors qu'il y a 25 ans, on en dénombrait une trentaine. Si la recherche sur le vaccin contre le sida avait réuni 25 acteurs, le monde s'en trouverait mieux. Ce type d'erreur, ajoute **Henry McKinnell**, président directeur général de Pfizer Inc., témoigne du fait que les nouveaux médicaments sont souvent considérés comme un fardeau et non un avantage alors qu'au contraire, le retour sur investissement de ces thérapeutiques préventives est considérable par rapport au traitement de la maladie quand elle s'est déclarée. En outre, les pouvoirs publics ne sauraient escompter que les laboratoires pharmaceutiques investissent le temps et l'argent nécessaires à la mise sur le marché d'un nouveau médicament sans obtenir de retour sur leur investissement. C'est pourquoi la protection de la propriété intellectuelle est indispensable pour ceux qui s'investissent de la sorte. Un autre facteur entrave l'innovation pharmaceutique, précise

Christoph Thalheim, secrétaire général de la Plate-forme européenne sur la sclérose en plaques (EMSP), à savoir « la tendance des pays de l'UE à réglementer à l'excès et non à mettre au point de larges cadres d'action. »

Des ministres d'économies moins grandes de l'OCDE comme **Jón Kristjánsson** (Islande) et **Annette King** (Nouvelle-Zélande) estiment qu'il ne serait pas réaliste d'espérer qu'ils aient les moyens financiers de lancer des innovations complexes. La collaboration et la coopération avec d'autres gouvernements, le secteur privé et les ONG sont déterminantes. Ces ministres n'en applaudissent pas moins l'idée des États-Unis de créer des instituts nationaux de la santé tout en reconnaissant qu'ils ne disposent pas des ressources, ni de la « masse critique » de scientifiques nécessaires à cette création.

En fait, petits et grands pays sont conscients de la nécessité de contribuer à la recherche et à l'innovation. Il faudrait exploiter plus efficacement les possibilités de synergie lorsqu'on s'attaque à des maladies différentes, par le biais de la médecine moléculaire par exemple. Une meilleure utilisation des technologies de l'information et des réseaux ainsi que l'intégration entre systèmes de santé complets contribueraient à l'obtention de meilleurs résultats. Les entreprises en conviennent mais la technologie ne représente qu'une dimension parmi d'autres. Les coûts posent toujours problème pour les soins de santé de demain : « il nous faut redistribuer les cartes et adopter une politique ouverte pour trouver un mécanisme de financement soutenable », déclare **Chris Strutt**, du laboratoire GlaxoSmithKline.



Jane Halton et John Hutton



Mary Robinson et Marie Smith

Roland Schneider du TUAC indique que la protection au moyen de brevets n'est pas forcément la meilleure méthode pour promouvoir la R&D. Il propose d'employer d'autres méthodes, fondées sur la passation de contrats directs, par exemple.

Alain Sommer du BIAC déclare que l'innovation est le seul moyen d'améliorer la productivité, la qualité et l'efficacité du secteur de la santé. Les pays devraient cesser de considérer ce secteur comme un fardeau et l'envisager comme un domaine d'activité productif et prometteur. Pour que ce secteur soit mieux géré, il propose donc aux ministres de la Santé de travailler en étroite collaboration avec les ministres de l'Industrie et de la Recherche.

David Khayat, président de l'Institut national du cancer en France, précise que la coopération entre pays, la constitution d'une énorme banque de données sur les tumeurs par exemple, accélérerait la recherche et ferait, par conséquent, baisser le coût de mise au point de nouveaux médicaments. Il ajoute que la meilleure façon de lutter contre la maladie est de la prévenir. Nous devrions encourager la recherche sur la prévention.

Plusieurs ministres pressent le groupe de considérer l'innovation au sens large, en recherchant aussi de nouvelles méthodes pour modifier les habitudes néfastes pour la santé, et non seulement à la création de nouveaux médicaments. « Nous avons besoin de recherche et d'innovation dans le domaine du changement des comportements » indique Micheál Martin qui cite l'exemple de la législation sur le tabac appliquée en Irlande. **Janet Voûte**, présidente directrice générale de la World Heart Federation, ajoute que ce

changement des comportements pourrait également être obtenu au moyen de programmes organisés en milieu scolaire, comprenant des conseils sur le mode de vie, le régime alimentaire et les activités physiques. **Marie Smith**, présidente de l'AARP, États-Unis, ajoute qu'une prévention de cette nature atténuerait la gravité de nombreux problèmes économiques difficiles à résoudre.

Le fait de réformer le système de soins de santé peut dégager des ressources pour l'innovation médicale, si l'on en juge par ce qui s'est passé en Corée, déclare **Kim Hwa-Joong**, ministre coréen de la Santé et du Bien-être, faisant référence à l'importance de la gestion des ressources.

Paul Herrling, directeur de la recherche des laboratoires Novartis, plaide pour un relèvement du niveau d'excellence dans l'enseignement des sciences dans la mesure où l'innovation est le fruit de l'activité cérébrale mais qu'elle ne provient pas de n'importe quel cerveau : pour innover, il faut une « tête bien faite ». Les pays, particulièrement en Europe, ne doivent pas oublier que s'ils veulent encourager l'innovation, il leur faut former les scientifiques de demain.

Aujourd'hui, la santé est devenue un bien public mondial. Les pays industrialisés doivent veiller à ce que l'innovation dans ce domaine se diffuse dans les pays les plus pauvres, de sorte que tout un chacun puisse avoir le droit de bénéficier de la meilleure santé possible, déclare **Mary Robinson**, directrice exécutive de The Ethical Globalization Initiative et ancienne présidente de la République d'Irlande. **Jane Halton**, secrétaire générale au ministère australien de la Santé et des Personnes âgées, partage cet avis et déclare que les objectifs sociaux sont d'une importance cruciale. En conséquence, les gouvernements devraient veiller à ce que la totalité de leur population puisse accéder aux soins de santé.

Thomas Zeltner, secrétaire d'État du bureau fédéral suisse de Santé publique, évoque la nécessité d'organiser des débats publics sur les avantages et inconvénients des nouvelles technologies.

Lord Watson de Richmond souligne l'importance de la confiance qui doit s'établir entre l'opinion publique et le gouvernement dans le domaine des nouvelles technologies. ■

L'Observateur^{ocde}

Votre clé pour l'OCDE



Un magazine et un service en ligne pour vous tenir informé des défis économiques et sociaux

www.ObservateurOCDE.org

Observer^{oecd}

Your key to the OECD

A magazine and online service to keep you ahead of today's economic and social policy challenges

Expert views on global issues

economic performance, trade, world development, environment, electronic commerce, education, finance and investment, industry, urbanisation, transport and more

Special in-depth reports

on major policy issues facing the OECD countries

An overview of the current economic indicators of OECD countries

gross domestic product, consumer prices, current balances, unemployment, interest rates, government budgets and other financial indicators

Links, references and bibliographies

for further research and background



Brief reports

on new OECD publications, books and periodicals

Plus

the annual *OECD in Figures*, the gateway to the OECD's rich and unrivalled statistical database, worth US\$15, free with an annual subscription to the *OECD Observer*

www.oecdobserver.org

with free articles, news and more

Subscribe today

For information and prices contact
www.oecdobserver.org

L'Observateur^{ocde}

Votre porte d'accès sur l'OCDE

Un magazine et un service en ligne riches en informations concises et actualisées sur des sujets économiques et sociaux internationaux



Analyse d'experts des questions internationales

performance économique, commerce, monde en développement, environnement, commerce électronique, finance et investissement, industrie, urbanisation, transport et autres.

Dossiers spéciaux

sur les grandes questions politiques auxquelles sont confrontés les pays de l'OCDE.

Vue d'ensemble des indicateurs économiques actuels des pays de l'OCDE

produit intérieur brut, prix à la consommation, balances courantes, chômage, taux d'intérêt, budget de l'État et autres indicateurs financiers.

Liens, références et bibliographies

pour approfondir les recherches et compléter ses sources.

Brèves descriptions

des nouveaux périodiques et publications de l'OCDE

Et

la publication annuelle *OCDE en chiffres*, qui vous donne un accès privilégié à une base de données unique en son genre, d'une valeur de US\$13, offerte à tout nouvel abonné à *L'Observateur*

Abonnez-vous dès aujourd'hui

Information et prix :
www.observateurocde.org

Conversation avec Christine Clerc sur son livre *Le bonheur d'être français*

Vive la différence !

- MODÉRATEUR : **BARRY JAMES**,
JOURNALISTE INDÉPENDANT, FRANCE
- **CHRISTINE CLERC**, GRAND REPORTER,
LE FIGARO

La France est parfois décrite comme un « pays irréformable en mal de réforme ». Son marché du travail pâtit d'inefficiences et de goulets d'étranglement qui n'ont toujours pas été corrigés et qui ont entamé ces dernières années son potentiel de croissance. Mais pour **Christine Clerc**, si le pays est confronté à des problèmes épineux, il ne faut surtout pas perdre de vue ses aspects positifs. C'est là le thème de son nouvel ouvrage, *Le bonheur d'être français**, que Christine Clerc a écrit « comme une réponse à ceux qui n'ont de cesse de parler du déclin français depuis quelques années. »

Comme elle l'explique dans un article de *l'Observateur de l'OCDE* (intitulé « La résistance française » et publié dans le numéro de juin 2004) et à l'occasion de cette séance du Forum de l'OCDE, les Français ont beaucoup de motifs de réconfort. Christine Clerc souligne que la France n'est pas le seul pays d'Europe qui possède un gros potentiel : « On pourrait très bien écrire un livre sur 'le bonheur d'être espagnol', par exemple. » Mais elle a voulu envoyer un message à tous ses compatriotes qui ont le sentiment que la mondialisation échappe désormais à tout contrôle, que les gens ordinaires sont devenus les victimes de ses excès et ne sont plus en mesure d'en tirer avantage.



Barry James et Christine Clerc

La France connaît de sérieux problèmes, admet-elle, dont une dette publique et un déficit budgétaire en expansion rapide et un niveau de chômage élevé qui est un véritable fléau. Pourtant, alors même que la France n'est qu'un petit pays à l'échelle mondiale, c'est un pays qui possède des atouts remarquables et la capacité de surmonter des crises difficiles. Elle n'hésite pas à remettre en cause les jugements des « experts », qu'elle estime prisonniers de leur idéologie. Ont-ils tout bien pesé ? En France, la grande qualité de vie, le bon niveau général des compétences et des aptitudes, l'excellence des infrastructures de transport et des soins de santé sont autant d'aspects enviés par d'autres pays, mais ignorés des experts.

Contrairement à une idée répandue, elle estime que la France n'est pas opposée

à la mondialisation. Carrefour de l'Europe continentale et passage obligé des marchandises et des personnes, son pays voit s'exercer sur lui depuis des siècles les forces de l'internationalisation, forces dont il a su tirer profit et qu'il a aussi contribué à façonner. Pour autant, les Français ont parfaitement le droit de défendre leur culture et d'avoir leur mot à dire sur ce que devrait être la mondialisation. Sont-ils suffisamment actifs ?

Une plus grande confiance est nécessaire et l'assujettissement généralisé à des superstructures n'est peut-être pas la meilleure façon d'avancer. Les pays pourraient prendre exemple sur le régionalisme européen pour renforcer les identités à l'intérieur de l'ensemble, comme l'ont fait la Bretagne, le Nord-Pas-de-Calais et l'Italie du Nord. L'intégration est une

* Publié en 1982, le premier volume du livre de Christine Clerc, *Le bonheur d'être français*, a été récompensé par le Prix Albert Londres. Journaliste renommée, Christine Clerc est actuellement chroniqueuse au quotidien *Le Figaro* et l'auteur de plus d'une dizaine d'ouvrages. Le deuxième volume du livre *Le bonheur d'être français* est paru en mars 2004 chez Plon.

bonne chose, mais la liberté et l'expression culturelle sont de nouveau à l'ordre du jour dans les régions jadis fondues dans la masse, qui constituent à son sens une « bonne échelle » pour travailler.

Réagissant à une question du public, à savoir si les Français ne sont pas devenus trop dépendants de l'État pour défendre leur identité en dépit de leur individualisme marqué, Christine Clerc va plus loin : « les Français ont toujours eu une forte tradition monarchique dont ils ne se sont jamais vraiment défaits (après la Révolution). » Par exemple, Downing Street est bien modeste comparé aux fastes du Palais de l'Élysée, mais cela n'empêche pas les Français d'être selon elle « égalitaires et de gauche » dans leurs idéaux. Cette contradiction n'est pas facile à gérer. Cela étant, l'État est de plus en plus en désaccord avec lui-même en France et d'importants changements de cap sont imminents. « Les institutions doivent toujours évoluer », explique-t-elle, et elle pense qu'une impression de « fin de règne » se dégage des institutions centrales de la France, au moment où les régions se renouvellent et affirment la culture française différemment.

Interrogée sur la relation amour-haine entre la France et les États-Unis, Christine Clerc y voit pour sa part une « affaire de famille. » Comme la France, les États-Unis symbolisent la liberté. Mais comme dans une relation parents-enfants, la France (le vieux pays) n'est pas tant jalouse qu'inquiète en voyant les États-Unis (le nouveau pays) se retrouver seuls sur la scène mondiale et même s'attirer des ennuis. Les deux pays ont énormément de choses en commun, mais leurs différences sont irritantes. « Les disputes familiales sont les plus cruelles de toutes », soupire-t-elle.

Concernant l'Irak, elle pense que confrontés à la même situation, les Français la gèreraient différemment : « nous avons une très longue expérience des rapports avec le monde arabe. » En fait, affirme-t-elle, l'islam en tant que religion est même désormais admiré par la plupart des Français, « du moins sur le plan intellectuel, plus encore que le catholicisme », ce qui représente un changement important par rapport au passé.

En résumé, elle estime que les Français traversent une crise de confiance, mais qu'il y a suffisamment d'éléments qui donnent à penser que cela ne va pas durer. ■

DISCUSSIONS ET DÉTENTE



Mary Robinson et Donald J. Johnston



Martin Redrado



Donald J. Johnston et Luis Ernesto Derbez



Lord Alan Watson, Donald J. Johnston et Luis Ernesto Derbez

Partenariats dans la recherche : gouvernement, entreprise et société civile

Des relations qui fonctionnent

- **MODÉRATEUR : GÉRARD KOUCHNER**, PRÉSIDENT DU PÔLE ÉDUCATION ET COMMUNICATION, MEDIMEDIA, FRANCE
- **ARNOUD DE MEYER**, DOYEN ADJOINT, INSEAD, FRANCE
- **ALAIN DUTHEIL**, VICE-PRÉSIDENT CORPORATE, PLANIFICATION STRATÉGIQUE, ST MICROELECTRONICS, SUISSE
- **JEAN-MICHEL GHIDAGLIA**, DIRECTEUR SCIENTIFIQUE, MAGAZINE LA RECHERCHE, FRANCE
- **HEATHER MUNROE-BLUM**, PRINCIPALE ET VICE-CHANCELIERE, UNIVERSITÉ MCGILL, CANADA
- **JOAQUIM PINA MOURA**, DÉPUTÉ, ASSEMBLÉE DU PORTUGAL, ET ANCIEN MINISTRE DES FINANCES, PORTUGAL



La Silicon Valley en Californie illustre parfaitement comment la collaboration entre la recherche universitaire et le secteur privé peut déboucher sur des innovations technologiques qui à leur tour stimulent la croissance économique. « De plus en plus ... universités et villes dynamiques jouent un rôle important dans la production de systèmes de R&D »,

explique **Heather Munroe-Blum**, avant de constater « qu'une poignée de villes et de grappes d'entreprises innovantes associées à des universités apportent une contribution énorme à la productivité. »

Pour l'industrie, les retombées sont évidentes. « Dans notre secteur, les partenariats sont une nécessité absolue », relève **Alain Dutheil**. Des pressions croissantes s'exercent sur les fabricants de microprocesseurs pour qu'ils produisent des technologies toujours plus évoluées dont la durée de vie commerciale ne cesse de raccourcir. La collaboration avec les universités permet aux entreprises comme ST Microelectronics d'éviter une flambée des coûts de R&D tout en tirant profit d'un vaste réservoir de créativité. En contrepartie, explique **Jean-Michel Ghidaglia**, les universitaires ont accès à des équipements scientifiques tels que des superordinateurs, dans lesquels seuls des géants industriels peuvent se permettre d'investir.

Pour les intervenants, la collaboration entre un établissement dont la vocation est d'enseigner et une entreprise qui cherche avant tout à faire des bénéfices doit cependant être gérée avec attention. « On met en présence deux mondes avec des systèmes de valeurs très différents. La compréhension et le respect sont indispensables à la réussite de la démarche », note **Arnaud De Meyer**. « Un partenariat avec l'industrie a-t-il



Gérard Kouchner



Heather Munroe-Blum



Arnoud De Meyer

des répercussions défavorables sur les priorités du chercheur ? » s'interroge-t-il. Non, à condition que les universités soient vigilantes, affirme Heather Munroe-Blum, qui pense que les toutes meilleures d'entre elles sont capables de préserver leur intégrité universitaire tout en travaillant avec l'industrie.

Même si les relations entre pouvoirs publics et établissements de recherche sont parfois tendues, comme le souligne

Gérard Kouchner, en référence au débat qui fait rage en France actuellement au sujet du financement de la recherche, les pouvoirs publics admettent l'importance de la recherche. « L'innovation, la recherche et le développement sont essentiels pour maintenir durablement la croissance », observe **Joaquim Pina Moura**. En même temps, le Portugal aimerait que l'industrie investisse davantage dans la recherche. Alors que les dépenses de recherche représentent en moyenne 2 % du PIB dans les pays de l'UE, elles n'atteignent que 0,85 % au Portugal, explique-t-il. « Au sein de l'UE, le gros des ressources provient du secteur privé. »

Une question du public souligne le risque de voir un investissement accru de l'industrie dans la recherche universitaire inciter les pouvoirs publics à réduire leur contribution au financement des universités. Ce point de vue n'est guère corroboré par les données disponibles, répond Arnoud De Meyer ; en fait, selon lui, il se pourrait bien que ce soit le contraire. « La réussite attire l'argent », affirme-t-il.

De plus, le financement de la recherche universitaire par l'industrie n'est pas aussi important qu'on l'imagine parfois, poursuit Arnoud De Meyer.

Aux États-Unis, bien qu'il ait progressé, il ne représente jamais que 7,7 % du budget de recherche global des universités, contre 2,6 % il y a une trentaine d'années. Les participants s'accordent à estimer que les pouvoirs publics doivent réfléchir attentivement aux modalités d'attribution de fonds. Il s'agit de concourir à la création de centres d'excellence qui pourront stimuler la croissance économique plutôt que de financer la médiocrité.

Un financement public soutenu et bien structuré de l'enseignement supérieur agit comme un aimant sur l'industrie, estime Heather Munroe-Blum, citant l'exemple de la Californie où l'investissement à long terme des pouvoirs publics a donné confiance aux industriels et créé un « écosystème » qui sera difficile à reproduire. Pour elle, « l'expérience californienne n'est pas transposable en raison du niveau de financement public soutenu. Si elle a réussi, c'est parce que l'industrie savait que le gouvernement n'allait pas se désengager du financement des universités au moment où elle investissait. »

Une autre question du public demande si les pays en développement devraient investir dans la recherche fondamentale. Cela dépend beaucoup des pays.

« La recherche fondamentale est celle qui coûte le plus cher, et le retour sur investissement est long à se dessiner », met en garde Jean-Michel Ghidaglia. Néanmoins, les pays qui offrent à la fois des centres de recherche fondamentale et des salaires peu élevés sont assurément attractifs pour les industriels. ST Microelectronics emploie 1 000 ingénieurs en logiciel en Inde et est en train de créer des centres d'étude en Tunisie et au Maroc, indique Alain Dutheil. Cela étant, si l'investissement de l'Inde dans la recherche fondamentale a contribué à stimuler la croissance économique, pour Jean-Michel Ghidaglia, « il serait illusoire de penser que (tous) les pays en développement peuvent investir dans la recherche fondamentale », car « ils ne sont pas tous au même niveau. » ■



Alain Dutheil

Échanges, emplois et ajustement

Délocalisation, quelles conséquences ?

- **MODÉRATEUR : GUY DE JONQUIÈRES**, RÉDACTEUR, COMMERCE INTERNATIONAL, *FINANCIAL TIMES*
- **HASSAN ABOUYOUB**, AMBASSADEUR DU MAROC EN FRANCE ET ANCIEN MINISTRE DU COMMERCE, MAROC
- **LIONEL FONTAGNÉ**, DIRECTEUR, CENTRE D'ÉTUDES PROSPECTIVES ET D'INFORMATIONS INTERNATIONALES (CEPII), FRANCE
- **BRUNO LAMBORGHINI**, PRÉSIDENT, OLIVETTI TECNOST
- **CLYDE V. PRESTOWITZ**, PRÉSIDENT, ECONOMIC STRATEGY INSTITUTE, ÉTATS-UNIS
- **JOHN J. SWEENEY**, PRÉSIDENT, FÉDÉRATION AMÉRICAINE DU TRAVAIL ET CONGRÈS DES ORGANISATIONS INDUSTRIELLES



Guy de Jonquières et Hassan Abouyoub

Le déplacement des emplois peu qualifiés vers les pays en développement n'a rien de nouveau, en dépit de l'effervescence récente des médias autour de la délocalisation. Mais jusqu'à ces derniers temps, les emplois transférés des pays riches vers des

destinations lointaines concernaient essentiellement la main-d'œuvre non qualifiée et les industries manufacturières. Aux États-Unis, on parle beaucoup des centres d'appel établis en Inde, qui ont créé des ondes de choc culturelles et contribué à dramatiser le discours, comme le fait

remarquer **Guy de Jonquières**.

En outre, les coûts d'ajustement à court terme de la délocalisation sont devenus un enjeu central de l'élection présidentielle qui aura lieu cette année aux États-Unis.

Plusieurs facteurs semblent indiquer que le phénomène des délocalisations est moins menaçant qu'on ne le craint en général. Comme le relève **Lionel Fontagné**, la délocalisation des technologies de l'information a des effets minimes sur les éléments plus novateurs de ce secteur – comme la création de logiciels. En outre, les emplois de service peu qualifiés quittant les pays riches pour être affectés à des travailleurs aux salaires plus bas sont remplacés par des emplois plus qualifiés. « Ces trois dernières années, les États-Unis ont peut-être perdu 70 000 emplois de programmeurs, mais 115 000 emplois d'ingénieurs logiciels ont été créés dans le même temps », explique-t-il. « Même dans le cas de la production industrielle en France, par exemple, les délocalisations représentent moins de 1 % du total des emplois. » La délocalisation du secteur des services est pour lui une question de « partage de la chaîne internationale de valeur ajoutée. »



Lionel Fontagné



Bruno Lamborghini

Bruno Lamborghini raconte qu'un ancien fonctionnaire du gouvernement des États-Unis a affirmé que la délocalisation pourrait faire des États-Unis un pays du tiers-monde en 20 ans. Il met en garde contre de telles exagérations. « Nous devons tous prendre du recul et réfléchir aux aspects nouveaux du débat – qui sont peu nombreux. De même que la Chine n'a pas accaparé tous les emplois manufacturiers de la planète, l'Inde ne va pas absorber tous les emplois de services. » Pour remédier au problème, Bruno Lamborghini recommande aux gouvernements « d'éviter le protectionnisme pour encourager

l'innovation et prévoir des dispositions de réajustement. »

Dans les années 70, chacun s'accordait à penser que la délocalisation des emplois de production manufacturière était avantageuse, car les pays riches pouvaient ainsi conserver les emplois à forte valeur ajoutée, rappelle **Clyde V. Prestowitz**. D'après lui, « la délocalisation est un phénomène naturel, qui doit être encouragée lorsque les conditions sont satisfaisantes et qu'il n'y a pas d'interférence du marché. Les subventions et les distorsions du marché réduisent la légitimité de la délocalisation. »

Hassan Abouyoub, tout en partageant cet avis, fait remarquer que, sur le terrain des échanges, une situation donnée comporte toujours des gagnants relatifs et des perdants relatifs. Il relève que la délocalisation d'emplois de services vers le Maroc est restée marginale du fait de certains obstacles linguistiques et culturels, mais que le transfert de productions manufacturières dans son pays est un enjeu important. Pour les pays en développement, explique-t-il, garder ou attirer des emplois signifie « respecter les normes du travail, le principe de l'État de droit et les normes

environnementales, et assurer une stabilité politique et économique. »

Du côté syndicaliste, le ton est moins optimiste. **John J. Sweeney** déclare que ces 20 dernières années, les gouvernements libéraux « ont fait de la mondialisation une matraque pour assommer les travailleurs américains. » Il fait valoir que 2,7 millions d'emplois ont été perdus pendant cette période du fait de délocalisations d'usines à l'étranger. Guy de Jonquières rappelle cependant l'énorme effet de recyclage de la perte et de la création d'emplois aux États-Unis – où les emplois créés sont presque toujours plus nombreux que les emplois perdus.

Tous les participants conviennent toutefois des problèmes que posent les vastes programmes de délocalisation lorsqu'ils frappent en « tir groupé », touchant souvent avec violence une ville ou une région de taille modeste. Pour y remédier, il faut mettre à disposition des possibilités de recyclage professionnel et des ressources en faveur de la formation des adultes. ■

AMBIANCES...

L'équipe du salon VIP



Le public participe



Surfer au cybercafé



La santé en ligne et le patient informé

Les patients mieux informés sont-ils mieux soignés ?

- **MODÉRATEUR : DANIEL VIAL**, DIRECTEUR, MAGAZINE PHARMACEUTIQUES, FRANCE
- **SIR WILLIAM CASTELL**, PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL, GE HEALTHCARE
- **HONG-JEN CHANG**, PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL, BUREAU DE L'ASSURANCE NATIONALE DE LA SANTÉ, TAIPEI CHINOIS
- **THOMAS D'AUNNO**, DIRECTEUR, INITIATIVE DE GESTION DES SYSTÈMES DE SANTÉ, INSEAD, FRANCE
- **ANDERS OLAUSON**, DIRECTEUR, FONDATION ANGRENSKA, SUÈDE
- **MARIE SMITH**, PRÉSIDENTE, AARP, ÉTATS-UNIS
- **PER WOLD-OLSEN**, PRÉSIDENT, SANTÉ HUMAINE – EUROPE, PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE, MERCK & CO., INC.

Un panel de six experts issus de différents domaines médicaux s'est penché sur le « fin du fin » en matière de soins de santé : la santé en ligne. De Taipei à Washington et de la Suède au Botswana, ce terme fait fureur dans le monde médical. Mais que recouvre-t-il ?

La santé en ligne couvre un domaine relativement vaste. Elle inclut les ordonnances électroniques, qui constituent



Hong-jen Chang

un moyen de raccorder les médecins aux pharmacies par voie électronique, et les cartes intelligentes, cartes à puce contenant les antécédents médicaux du patient, etc. La notion de santé en ligne renvoie également à l'utilisation croissante d'Internet par les patients pour réunir des informations dans des dossiers santé personnels. Cela leur permet d'assurer un suivi des données relatives à leur propre santé (pathologies, médicaments et traitements) et les aide à se prendre davantage en charge dans ce domaine.

La santé en ligne suscite un intérêt croissant de la part des usagers parce que les patients en savent de plus en plus et s'impliquent davantage, et parce qu'il est impératif qu'ils participent plus à la prise en charge de leur santé. Selon une étude portant sur 8 000 patients de huit pays de l'Union européenne (voir *The European Patient of the Future*, Maidenhead, Royaume-Uni, Open University Press, 2003), près des trois quarts considèrent qu'ils devraient prendre l'initiative de fournir les informations concernant leurs pathologies ou être associés à ce processus. Comme les patients s'impliquent de manière plus active, les besoins en informations sont bien plus importants, d'où un recours accru aux technologies de l'information pour y répondre.

Sir William Castell souligne que, dans le domaine de la médecine clinique, les progrès des technologies de l'information bouleversent totalement les capacités de diagnostic. « Ils engendreront une évolution fondamentale de notre manière d'appréhender les soins de santé, et nous feront abandonner le paradigme de la médecine curative au profit de celui de médecine préventive, ce qui débouchera sur une forme personnalisée de médecine. » Toutefois, il se demande jusqu'où il faut aller. Savoir si la prise en charge précoce de la santé peut être plus rentable est une question qui recouvre d'énormes enjeux



Sir William Castell

économiques. Il existe aussi de graves questions d'éthique sur lesquelles il convient de se pencher. Enfin, se pose le problème de la confidentialité des données.

« Les ordonnances électroniques se sont révélées extraordinairement efficaces pour réduire les erreurs de prescription, soit 5 % des ordonnances médicales. Ces erreurs sont souvent dues au manque de soin dans l'écriture », explique Thomas d'Aunno.



Per Wold-Olsen



Marie Smith

L'une des autres dimensions de la santé en ligne est l'introduction des cartes à puce pour mémoriser des données médicales.

Hong-jen Chang explique qu'en « utilisant la technologie allemande, [nous] avons investi 3,3 milliards d'euros pour doter de cartes à puce les 23 millions de personnes que compte le Taipei chinois ainsi que les travailleurs de la santé. Ce programme a déjà permis d'économiser trois fois le montant investi. » Ces cartes à puces peuvent contenir des volumes d'informations considérables mais ne sont pas encore utilisées à pleine capacité pour des raisons de protection de la vie privée.

Il ne faudrait pas sous-estimer l'importance d'Internet. Pour **Per Wold-Olsen**, le Web a joué un rôle déterminant dans la fourniture d'informations d'actualité aux malades atteints du sida ou d'ostéoporose : « grâce à Internet, un médecin qui se trouve dans la brousse au Botswana accède aisément à une grande partie des toutes dernières

publications sur les soins cliniques contre le VIH », observe-t-il, de retour d'une récente mission en Afrique. Actuellement, l'absence d'informations rédigées dans les langues locales n'en constitue pas moins une lacune. Une partie de la solution réside dans l'étiquetage électronique des médicaments. Aux yeux d'**Anders Olauson**, Internet pose un autre problème, à savoir la confiance que l'on peut lui accorder : « Je pense que nous devrions veiller à l'accréditation des sites Internet par des autorités médicales », affirme-t-il.

« Sur Internet, la santé en ligne constitue une jungle. Autrement dit, on y trouve de tout : du pire comme du meilleur », ajoute le modérateur **Daniel Vial**.

Pour les premiers utilisateurs, se pose le problème de la navigation parmi toutes les informations disponibles en ligne, ne serait-ce que pour déterminer ce qui est exact et ce qui ne l'est pas.

Thomas D'Anno réaffirme que « les patients veulent contribuer davantage à la prise de décision. » Une crainte subsiste cependant, à savoir que les médecins ne soient pas prêts à prendre en charge des patients plus informés.

Marie Smith n'oublie pas non plus la question des infrastructures. Paraphrasant le secrétaire américain à la Santé, Tommy Thompson, elle précise que « [aux Etats-Unis], les magasins d'alimentation sont plus informatisés que les services de soins de santé. » Selon les estimations, la paperasserie représenterait chaque année US\$125 milliards de dépenses inutiles. En matière d'adaptation de la technologie aux soins de santé, les États-Unis sont en retard par rapport à de nombreux pays européens. L'accès à la technologie devrait pourtant offrir des possibilités illimitées de réponse aux légitimes aspirations des patients, soucieux d'obtenir les informations dont ils ont besoin pour prendre une part active à la préservation de leur santé et prendre des décisions intelligentes en connaissance de cause. Les usagers sont eux aussi conscients de la valeur de la technologie quand il s'agit d'améliorer la

qualité des soins qu'ils reçoivent, en particulier de limiter les erreurs et de fournir aux cliniciens un moyen de s'assurer que les traitements nécessaires sont effectivement dispensés. La protection de la vie privée suscite aussi des préoccupations parmi l'auditoire. Comment, par exemple, un système de centralisation des données à base de cartes à puce pourrait-il compromettre la confidentialité de la relation patient-soignant ? Quant à savoir si ces données exercent une influence sur les compagnies d'assurance, Sir William Castell déclare qu'il en est déjà ainsi, les assureurs examinant actuellement les antécédents familiaux pour déterminer le facteur de risque de maladie d'un individu.

Un dernier thème suscite de vives réactions : il s'agit des règles qui, en Europe, empêchent les laboratoires pharmaceutiques de communiquer directement avec le public à propos de la recherche-développement clinique, des traitements disponibles et d'autres informations concernant la santé. Citant l'exemple d'un malade du sida en Europe qui, dans l'incapacité de trouver des données sur la recherche de pointe au niveau de la région, est allé sur un site Internet aux États-Unis pour s'informer sur un nouveau traitement médicamenteux mis au point par un laboratoire européen. Per Wold-Olsen souligne qu'une meilleure accessibilité à l'information peut sauver des vies en permettant aux patients de demander un traitement dont ils n'auraient pas eu connaissance autrement. « Comme laboratoire pharmaceutique », ajoute-t-il, « je ne suis pas autorisé à communiquer des informations directement à l'utilisateur, que ce soit par Internet ou d'autres médias ... En application du système d'étiquetage des produits approuvé par l'Union européenne, il nous est interdit de mettre directement à la disposition des patients et des usagers les données scientifiques que nous possédons. Mais parallèlement, tout fabricant de produits d'herboristerie à l'efficacité douteuse ... peut diffuser ses informations par n'importe quel moyen, avec très peu, voire aucun contrôle réglementaire. » ■

Table ronde des ministres du Commerce : donner un élan au Programme de Doha pour le développement

Sortir de l'impasse de Doha

- **MODÉRATEUR : JOHN ROSSANT**, RÉDACTEUR EN CHEF POUR L'EUROPE, *BUSINESSWEEK*
- **YOUSSEF BOUTROS-GHALI**, MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR, ÉGYPTÉ
- **FERNANDO CANALES**, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, MEXIQUE
- **DANUTA HÜBNER**, COMMISSAIRE EUROPÉEN
- **MUKHISA KITUYI**, MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, KENYA
- **LEIF PAGROTSKY**, MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, SUÈDE
- **MARTIN REDRADO**, VICE-MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE INTERNATIONAL, ARGENTINE
- **JIM SUTTON**, MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES, NOUVELLE-ZÉLANDE



Leif Pagrotsky et Martin Redrado

Un accord essentiel en faveur de la réduction des subventions à l'exportation est en préparation, indiquent les membres de la table ronde, tandis que les membres de l'OMC s'apprêtent à se réunir les jours suivants à Paris pour une session de travail destinée à débloquer les négociations du Programme de Doha pour le développement.

« Nous avons aujourd'hui à Paris l'occasion unique de faire avancer le libre-échange et d'œuvrer en faveur de l'humanité et du développement au sens le plus large du terme », indique **Fernando Canales**. C'est maintenant qu'il faut créer un mouvement, fait observer **Martin Redrado**, car la situation économique internationale s'est beaucoup aggravée ces deux dernières semaines, avec la hausse des taux d'intérêt. « Si nous n'agissons pas maintenant, cela prendra encore une génération », ajoute **Leif Pagrotsky**.

Interrogé par un journaliste sur les chances de résultat décisif dans les jours à

venir, **Jim Sutton** essaie de freiner les attentes. « Il s'agit simplement de déterminer la voie à suivre », précise-t-il, en faisant valoir qu'une déclaration majeure dès maintenant risque de ne susciter que des réactions sceptiques. Il évalue cependant à 50-50 les chances d'un « réel accord » avant une importante réunion de l'OMC qui doit avoir lieu en juillet.



Fernando Canales



Jim Sutton



Danuta Hübner

L'enjeu est important, car un accord sur ce sujet brûlant apporterait un souffle nouveau aux négociations commerciales internationales, qui avaient abouti à un échec en septembre 2003 à Cancún, au Mexique. Les plus grands pays en développement réunis dans ce qu'on a appelé le G20, incluant le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud, s'étaient alors unis contre l'Union européenne et les États-Unis pour exiger une réforme des subventions agricoles et des droits de douane. La semaine dernière, les deux grandes puissances économiques ont promis d'engager cette réforme. Les propositions ont ravivé l'espoir d'un accord sur les grandes questions avant la date limite du 1^{er} janvier 2005 fixée à Doha.

Martin Redrado se prononce pour un engagement réel et efficace des pays à réduire les subventions à l'exportation. Le ministre,

comme les autres participants à la table ronde, réagit à la proposition du commissaire chargé des questions commerciales à l'UE, Pascal Lamy, de mettre fin au versement d'environ 3 milliards d'euros de subventions. Cette proposition, formulée dans une lettre aux membres de l'OMC, répond à l'appel lancé par Robert Zoellick, représentant des États-Unis pour le commerce extérieur, également contenu dans une lettre adressée aux ministres du commerce des membres de l'OMC, à reprendre les négociations commerciales pour ne pas perdre l'année 2004. L'UE est prête à supprimer « toute forme de subvention à l'exportation », souligne **Danuta Hübner**, si « un accord est trouvé sur les deux piliers de l'agriculture ... l'UE ne peut y parvenir seule. » Pour faire aboutir les négociations commerciales, il ne faut pas voir dans la proposition Lamy une simple monnaie d'échange, fait valoir Leif Pagrotsky. « Il faut que les pays s'y mettent parce qu'ils croient véritablement que c'est dans leur intérêt. »

D'autres ministres font écho au scepticisme de Martin Redrado : « Nous nous sommes déjà trouvés au même point » : tel était le sentiment largement répandu. « La lettre est bien un changement, mais il faut en faire une avancée », explique **Youssef Boutros-Ghali**. L'un des points d'achoppement est d'ailleurs la possibilité d'un « accord agricole minimal qui soit accepté par tous », selon **Mukhisa Kituyi**, pour qui les problèmes résident dans les détails des propositions de l'UE et des États-Unis.

Les ministres relèvent aussi que l'attitude adoptée à l'égard des pays les moins



Youssef Boutros-Ghali

avancés fait partie des obstacles à surmonter. Youssef Boutros-Ghali estime que l'échec de Cancún est en fait imputable au manque de respect manifesté à l'égard de leurs préoccupations, comme l'illustre la question du coton. Le coton a joué un rôle important à la Conférence ministérielle de Cancún, en raison des débats qui ont eu lieu sur le préjudice causé aux exportateurs de coton de certains pays d'Afrique de l'Ouest comme le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad par les subventions versées aux producteurs de coton par certains pays de l'OCDE. Pourtant, les ministres réunis à Cancún ne sont pas parvenus à un accord « qu'ils auraient a priori dû accepter », à cause de la mauvaise volonté qui a présidé aux négociations. « Le discours en direction des pays les moins avancés doit changer. » Le sentiment de frustration des pays les moins avancés est plus profond et antérieur à Cancún, estime Mukhisa Kituyi. Bien que les échanges soient théoriquement liés au développement depuis des décennies, « nous n'avons guère de résultats à faire valoir pour ce qui est du développement. »

La politique constitue un autre écueil. Comme le fait remarquer Martin Redrado, « que peuvent faire les États-Unis en matière de subventions à l'exportation alors que des élections vont avoir lieu cette année ? » En raison du calendrier politique, il lui semble nécessaire que les ministres réunis à Paris franchissent une étape décisive dans les 24 heures. ■



Accès au catalogue complet des publications, des revues et des statistiques

Téléchargez nos livres électroniques

Achetez une version imprimée et accédez aux versions PDF GRATUITEMENT

www.oecd.org/bookshop

Lutter contre les maladies infectieuses

Concurrence et survie

- **MODÉRATEUR : HÉLÈNE CARDIN**, JOURNALISTE, FRANCE INTER
- **ANARFI ASAMOBA-BAAH**, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL, MALADIES TRANSMISSIBLES, ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ
- **CLEMENTINE DEHWE**, COORDINATRICE DE LA CAMPAGNE DE LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA POUR LES SYNDICATS MONDIAUX, CONFÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS LIBRES
- **PAUL HERRLING**, DIRECTEUR DE RECHERCHE, NOVARTIS
- **JACQUES-FRANÇOIS MARTIN**, PRÉSIDENT, FONDS MONDIAL POUR LES VACCINS



Hélène Cardin, Anarfi Asamoah-Baah, Clementine Dehwe et Paul Herrling

Nous vivons dans un village mondial aux multiples avantages, mais où le risque de propagation de maladies infectieuses dangereuses est de plus en plus présent. Tel est le principal avertissement à retenir de cette session. Par ailleurs, pour continuer sur une note plus positive, la recherche se poursuit – et pas nécessairement à grand renfort de financements – et la coopération mondiale se renforce afin d'enrayer la progression des maladies, si ce n'est les éradiquer.



Clementine Dehwe

Pour **Anarfi Asamoah-Baah**, trois grandes tendances doivent être soulignées dès que l'on aborde la question des maladies infectieuses. La première concerne les déplacements, notamment les voyages en avion qui favorisent beaucoup plus qu'avant la propagation des maladies. La seconde se rapporte au bioterrorisme : comme on a pu le constater en 2001 avec les menaces liées à l'anthrax, des attaques de ce type pourraient entraîner la résurgence d'épidémies telles que la variole ou d'autres maladies infectieuses « anciennes » et jusqu'ici maîtrisées. La troisième tendance concerne les maladies émergentes, avec 14 nouvelles maladies graves identifiées au cours des 30 dernières années, notamment des virus touchant les animaux qui ont muté et se transmettent aujourd'hui à l'être humain. De nouvelles interrogations se font jour, notamment autour de la santé des animaux ou des contacts hommes/animaux.

Clementine Dehwe souligne que le VIH/sida est une maladie déjà ancienne qui est loin d'être éradiquée. « Nous luttons contre le sida depuis 20 ans, il serait grand temps que la communauté internationale prenne véritablement conscience de la

gravité du problème », déplore-t-elle. Elle rappelle le célèbre slogan de l'OMS, « La santé pour tous en l'an 2000 », mais aujourd'hui, « c'est la mort pour tous, dans la mesure où de nombreux pays sont en train de périr. » Il convient de saluer la nouvelle initiative « 3 x 5 » (traiter trois millions de malades d'ici 2005) de l'OMS, mais on peut s'interroger sur la suite qui lui sera donnée étant entendu qu'après 2005, la maladie sera toujours bien présente. Pendant ce temps-là, le VIH/sida continuera



Paul Herrling



Jacques-François Martin

ses ravages : « Les professionnels de la santé consacrent une partie de leur temps à enterrer les morts. Et les gens meurent sur leur lieu de travail. » Clementine Dehwe indique que les syndicats pourraient jouer un rôle plus affirmé et ajouter à la pression déjà exercée par les ONG pour inciter les employeurs à trouver des solutions.

Pour **Paul Herrling**, l'accès aux traitements est la clé du problème, mais plusieurs obstacles doivent être surmontés. Les différences de culture jouent un rôle, ou encore la corruption, mais l'une des principales difficultés vient de l'absence de recherche dans certains domaines peu médiatisés et peu prometteurs en termes de retombées commerciales. Il existe pourtant partout dans le monde des maladies tropicales graves, comme la fièvre dengue, véhiculée par un moustique porteur du virus. Par rapport au paludisme, qui est un parasite, la dengue ne bénéficie que d'une faible attention à l'échelle internationale, alors qu'elle est pourtant endémique dans une centaine de pays. L'OMS estime à 50 millions le nombre de personnes infectées chaque année. Il n'existe aucun vaccin connu et cette maladie ne fait pas l'objet de nombreuses recherches.

C'est précisément pour combler de tels manques que Novartis a créé en 2003 à Singapour un nouvel institut de recherche sur les maladies tropicales. Paul Herrling précise que le site a été choisi en raison de son climat, de l'attrait qu'il exerce sur les chercheurs de haut niveau et parce qu'il

permet d'accéder aux technologies de pointe. L'institut Novartis sur les maladies tropicales se concentre sur un nombre limité de projets, avec un cycle de recherche à long terme (dix ans). L'objectif est de découvrir des traitements, de former des scientifiques et de distribuer les traitements aux pays en développement, sans visée commerciale.

L'argumentation de **Jacques-François Martin** va dans le même sens. Chaque année, quelque 30 millions d'enfants ne sont pas vaccinés contre les maladies infantiles communes, ce qui entraîne des millions de décès évitables. Certes, de nombreux enfants échappent à la mort mais ils en sortent souvent affaiblis ou débilisés à vie. Jacques-François Martin milite également pour qu'un effort plus important soit consacré aux problèmes relatifs aux brevets. Selon lui, la différenciation des prix pour les populations les plus démunies ou dans les situations les plus précaires doit devenir la norme. La rougeole, qui tue chaque année 80 000 enfants dans les pays les moins avancés du fait de l'absence de traitement, illustre parfaitement cette situation : « Nous n'avons pas le droit de laisser des gens mourir à cause d'un brevet », déclare-t-il. Il ne manque que la volonté et la détermination pour traiter certaines maladies. « Nous avons les moyens », ajoute-t-il, mais « le fossé entre le potentiel d'action et la réalité de ce qui est fait est plus large que jamais. »

Un participant du public, de l'association Save the Children, partage cet avis et soutient qu'il faut probablement moins d'innovation mais plus de détermination à agir, en particulier dans le domaine de l'aide aux mères et aux enfants. Les pays de l'OCDE pourraient coopérer selon des modalités simples. Jacques-François Martin fait observer que les règles suivies pour retirer certains médicaments du marché méritent d'être étudiées de près, même s'il s'agit d'une « question juridique très sensible ». Par exemple, un traitement peu onéreux contre la diarrhée peut être interdit dans les pays riches en raison des risques d'effets secondaires très mineurs qu'il comporte pour leurs populations en bonne santé, mais ce même médicament pourrait sauver des millions de vies dans les pays pauvres où la survie reste une priorité.

Un représentant syndical dans le public se demande si des initiatives prises sur le lieu de travail pourraient contribuer à améliorer les comportements au niveau local. Les intervenants conviennent que les employeurs pourraient faire beaucoup pour aider à dépasser les peurs d'ordre culturel et à lutter contre la stigmatisation des malades par exemple, ou promouvoir l'utilisation des traitements. Toutefois, si le milieu professionnel a un rôle à jouer, cela vaut encore davantage pour la société civile, qui peut insuffler l'élan nécessaire et faire passer le message auprès du plus grand nombre. « C'est la raison pour laquelle ce Forum de l'OCDE est important », ajoute Anarfi Asamoah-Baah. ■

Soyez les premiers informés

OECD@direct

Gratuit

et sans obligation d'achat

Service d'alerte

par e-mail

Recevez

chaque semaine une information synthétique sur les nouvelles publications

Choisissez

parmi un grand nombre de thèmes et de lettres d'information gratuites

Modifiez

vos critères, et vos choix à tout moment

Gardez

le contrôle

ENREGISTREMENT GRATUIT

www.oecd.org/OECDdirect



La NOUVELLE LIBRAIRIE EN LIGNE de l'OCDE.

Toujours les mêmes OUVRAGES DE QUALITÉ

Mais des services encore plus PERFORMANTS

OECD Online Bookshop

Découvrez – Achetez – Téléchargez

www.oecd.org/bookshop

Développé par E-haus





**Nouvelles publications,
mises à jour des bases de données,
bulletins d'information en avant-première,
... et encore plus**

**Envoyé par e-mail
sous votre contrôle
OECDdirect**

Soyez parmi les premiers à être informés !

www.oecd.org/OECDdirect

DONATEURS



PARTENAIRES



PARTENAIRES MÉDIAS

Bloomberg
TELEVISION

BusinessWeek

www.businessweek.com

DÉCISION
SANTÉ
STRATÉGIE

Les Echos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

L'Expansion

FT FINANCIAL TIMES
.com

France
inter

LCI

매일경제
MAEIL BUSINESS NEWSPAPER

PHARMACIQUES
SANTÉ, MÉDICAMENT ET INDUSTRIE

LE QUOTIDIEN
DU MÉDECIN

LE QUOTIDIEN
DU PHARMACIEN

La Recherche
L'ACTUALITÉ DES SCIENCES

讀賣新聞
Yomiuri Shimbun

Pour plus d'informations sur le Forum 2004, voir :

www.oecd.org/forum2004/

ou nous contacter :

Tél. : +33 (0)1 45 24 80 25 Fax : +33 (0)1 44 30 63 46

oecd.forum@oecd.org